

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

## Eco

Jeudi 02 Février 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°94 ■

Plusieurs mesures ont été prises par la tutelle

## La recherche scientifique au service de l'économie

Après quelques mois de disette scientifique, le gouvernement table sur nos compétences nationales pour corrélérer les besoins économiques et ceux de la recherche. Mohamed Bouhicha, directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique souligne que les budgets existent et que tout sera mis en œuvre pour corrélérer nos besoins économiques avec la recherche scientifique. À commencer par la valorisation de nos chercheurs.

P 3



Pétrole  
Le baril de Brent à plus de 85 dollars

P3

Filière avicole  
Les prix du poulet et œufs toujours élevés

P4

Bandelettes du lecteur de glycémie  
Entrée en production d'une unité à Batna en mars prochain

P5

Aéroport international  
Houari Boumediene  
Saisie de 85.000 euros et  
arrestation de 2 passagers

P 5

Augmentation du taux d'intégration

### Un défi à relever par les producteurs locaux

Les ministres du Commerce et de la Promotion des exportations et de l'Industrie, respectivement Kamel Rezig et Ahmed Zeghdar ont appelé depuis la wilaya de Bordj Bou Arreridj à augmenter le taux d'intégration dans les entreprises de production en vue d'entrer dans le monde de l'exportation.

P2

Coopération algéro-américaine

### De grandes avancées ont été enregistrées

Nommée ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Alger, il y a un an, Mme Elizabeth Moore Aubin aspire à renforcer une relation bilatérale déjà "très forte", notamment dans le domaine économique, affirmant que de "grandes avancées" ont déjà été enregistrées et d'autres pourraient suivre, notamment avec la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, jugée «très attractive» pour les entreprises américaines.

P 5

Mix énergétique

### Le détail des 3 scénarios possibles d'ici 2050

Dans son rapport « Energy Outlook 2023 », la major British Petroleum présente trois scénarios possibles d'évolution du mix énergétique mondial d'ici 2050. Les combustibles fossiles comme le pétrole, le gaz et le charbon devraient représenter au moins 18,4% de la consommation mondiale d'énergie primaire en 2050, selon le rapport publié le 30 janvier par le géant pétrolier britannique.

P 16

## AUGMENTATION DU TAUX D'INTÉGRATION Un défi à relever par les producteurs locaux

Les ministres du Commerce et de la Promotion des exportations et de l'Industrie, respectivement Kamel Rezig et Ahmed Zeghdar ont appelé depuis la wilaya de Bordj Bou Arréridj à augmenter le taux d'intégration dans les entreprises de production en vue d'entrer dans le monde de l'exportation.

### Synthèse R.E.

Dans une déclaration à la presse, en marge des "portes ouvertes" sur l'exportation des produits électroménagers et les équipements électroniques au siège de la wilaya sous le slogan "réalités et perspectives", le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a précisé que "l'Etat accompagnera les entreprises économiques spécialisées dans les équipements électroménagers et électroniques dans l'opération d'exportation, à condition d'élever le taux d'intégration devant dépasser les 40%". M.Rezig a ajouté que "le programme de son département ministériel, lancé à Alger, pour l'appui à la production nationale ayant les capacités d'exporter comme les filières de l'huile et des dattes, sera clôturé à la wilaya de Bordj Bou Arréridj" à travers les "portes ouvertes" sur les produits électroniques et électroménagers qui sont de bonne qualité et compétitifs sur les marchés européens et africains. "Nous visons également l'augmentation du volume des exportations hors hydrocarbures jusqu'à

ce que la valeur des exportations pour l'année 2023 atteigne les 250 millions de dollars", a affirmé le ministre. Pour sa part, le ministre de l'Industrie a indiqué que les produits algériens "sont de qualité et sont comparables aux produits importés. Le taux d'intégration de certains produits électroniques oscille entre 80% et 90%", ajoutant qu'il s'agit "d'expériences encourageantes et nous espérons que la production dans d'autres filières comme le textile, le cuir, l'acier et l'électricité sera de même". M.Zeghdar a indiqué, de son côté, que son département ministériel œuvre pour "l'actualisation d'un décret afin de préparer un réseau d'intégration idoïne à travers la détermination du taux d'intégration minimal des produits des opérateurs économiques en vue de bénéficier des incitations et avantages fiscaux, ce qui va permettre de mettre le produit avec moins de coût et un prix convenable concurrençant les produits importés". S'agissant de l'équipement de détection des fuites de gaz devant être fabriqué par une société privée spécialisée dans l'industrie des équi-

pelements électroniques dans la wilaya, le ministre de l'Industrie a indiqué que "le produit sera présenté aux instances spécialisées et s'il décrochera la conformité, l'importation de ce produit sera suspendue à condition de garantir la couverture des besoins du marché national". A cette occasion, il a été procédé à l'organisation d'une rencontre de proximité avec les investisseurs et industriels de la wilaya qui a été ponctuée par des interventions des ministres avant d'organiser une cérémonie en l'honneur d'un groupe de producteurs. Les ministres ont donné dans la zone industrielle Mechta Fatma le coup d'envoi d'une cargaison de produits électroménagers (réfrigérateurs et congélateurs) du groupe Condor exportée vers la Tunisie et ont visité également le port sec. La manifestation économique devant se poursuivre jusqu'au 4 février avec la participation de 10 opérateurs économiques spécialisés dans l'industrie et le montage des équipements électroniques et électroménagers est organisée sous le patronage des ministres du Commerce et de la Promotion des exportations et de l'Industrie.

### LIGNE ALGER-PÉKIN Air Algérie annonce la date de reprise

Bonne nouvelle pour les voyageurs. La compagnie nationale aérienne Air Algérie vient d'annoncer la reprise de ses vols sur la ligne Alger-Pékin. «Air Algérie a le plaisir de vous annoncer la reprise de ses vols de et vers Pékin et ce, tous les jeudis et dimanches au départ d'Alger, à partir du 19 février», lit-on dans un communiqué, sous le titre « Pékin, on revient », et mis en ligne sur la page Facebook de la compagnie aérienne. L'autre bonne nouvelle a trait au tarif promotionnel proposé. En effet, un tarif promotionnel de 94 670 DA HT est proposé pour des achats avant le 28 février 2023 et des voyages allant jusqu'au 28 Octobre 2023.

### AÉROPORT INTERNATIONAL HOUARI BOUMEDIENE Saisie de 85.000 euros et arrestation deux passagers

La police des frontières (PAF) de l'aéroport international Houari-Boumediene d'Alger ont procédé, lors de deux opérations distinctes, à l'arrestation de deux (2) passagers, l'un à destination de Barcelone (Espagne) et l'autre d'Istanbul (Turquie), et à la saisie de 85000 euros, a indiqué mardi un communiqué des services de la Sûreté nationale. "La police des frontières (PAF) de l'aéroport international Houari-Boumediene ont arrêté, en début de semaine, lors de deux opérations distinctes, deux (2) passagers, l'un à destination de Barcelone et l'autre à destination d'Istanbul", a précisé la même source. "55000 euros ont été saisis sur le passager à destination de Barcelone, et 30000 euros sur le deuxième passager à destination d'Istanbul", a souligné le communiqué, ajoutant que les deux (2) suspects ont été présentés devant les juridictions compétentes, pour violation des règles de transfert des capitaux depuis et vers l'étranger".

### RESSOURCES EN EAU

## Le taux de remplissage des barrages de l'est a atteint 48,1%

Grâce aux précipitations (pluies et chutes de neige) enregistrées ces deux dernières semaines le taux de remplissage des barrages a augmenté. Cela a été confirmé ce mardi par le directeur de l'Unité d'inspection et d'intervention des barrages de la région de l'est, Abdelaziz Boulechfar. Au 30 janvier 2023, le taux de remplissage des 34 barrages situés à l'est du pays a atteint 48,1%, a annoncé M. Boulechfar sur radio Sétif. Durant la période allant du 19 au 30 janvier, le niveau des barrages de la région est a augmenté de 110 millions de m3 et

ce, après les dernières précipitations (pluies et chutes de neige) enregistrées en Algérie, a-t-il précisé. Dans le détail, le barrage de Beni Haroune (wilaya de Mila) a reçu 25 millions m3 et son taux de remplissage a atteint 76%. Le barrage de Beni Zid (wilaya de Skikda) a reçu 34 millions m3 et son taux de remplissage a atteint 87%. Le barrage de Meksa (wilaya d'El Tarf) a reçu 20 millions m3 avec un taux de remplissage de 85%. Les barrages de Kissir, de Boussiaba et Tabellout (wilaya de Jijel) ont reçu des quantités d'eau « acceptables » et

leurs taux de remplissage est respectivement de 98%, 95% et 88%. Quant au barrage de Ouldjet Mellègue (wilaya de Tébessa), son taux de remplissage a atteint 82%. En revanche, M. Boulechfar a relevé que d'autres barrages de cette région n'ont pas enregistré d'augmentation de leur niveau et leurs taux de remplissage est très bas. Il a cité le barrage de Ain Zada (Bordj Bou Arréridj) dont le niveau d'eau est actuellement de 11,82 millions m3, soit un taux de remplissage de 10%. Il a également cité le barrage de Zar-

deza (wilaya de Skikda) avec un taux de remplissage de 10%. Le barrage de Cheffia (wilaya d'El Tarf) avec 15 millions m3 et 10% de taux de remplissage. Le barrage d'El Maouane (wilaya de Sétif) avec 13 millions m3 et un taux de remplissage de 10%. Le barrage de Ighil Emda (wilaya de Béjaïa) avec 10 millions m3 et 10% de taux de remplissage. M. Boulechfar s'attend à une augmentation du niveau de ces barrages dans les prochains jours avec la fonte des neiges des montagnes de Béjaïa et Jijel.

R E

## POUR UN MONTANT DE 500 MILLIONS D'EUROS L'Algérie construira un port sec au Cameroun

Des investisseurs algériens devraient se rendre à Yaoundé (Cameroun) avant la fin de ce mois de février. C'est ce qu'a révélé, Saida Neghza, sur les colonnes du quotidien « Cameroun Tribune ». «L'objectif est de construire « un port sec » pour un montant de « 500 millions d'euros ». Néanmoins, la femme d'affaires n'a pas révélé le lieu où sera bâtie cette infrastructure portuaire. Une information intervenant dans le sillage de la visite d'une délégation algérienne, constituée d'une quarantaine d'entrepreneurs, et dirigée par la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea). Un séjour qui sera couronné par la signature du protocole de création du Conseil d'affaires algéro-camerounais entre la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (CACI) et la Chambre du commerce et d'industrie et d'artisanat du Cameroun, ainsi que la convention d'approfondissement de la coopération entre la CGEA et le Groupement interpatronal du

Cameroun (GICAM). Des protocoles d'accords portant sept coopératives dans quatre secteurs d'activités, à savoir le café, le bois, le coton et la transformation agroalimentaire. « La construction du port sec annoncée par l'Algérie serait le plus grand investissement du genre dans le secteur portuaire à côté du port sec en gestation à Ngaoundéré dans l'Adamaoua et celui de Ngoumou (région du centre) toujours en attente de réalisation », souligne Actu Cameroun.

Notons qu'un port sec est une plate-forme de correspondance de transport intermodal directement connecté par route ou par chemin de fer à un port maritime, et fonctionnant comme un centre de transbordement de cargaisons maritimes vers des destinations à l'intérieur des terres.

Agence

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Édité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
**Belmihoub  
Abdelaziz**

Directeur de  
publication  
**Radji Zahir**

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

**PUBLICITÉ**  
Pour toute publicité, s'adresser  
à l'Agence Nationale  
de Communication d'Édition et  
de Publicité «ANEP» ALGER:  
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
Tél. : (021) 73.76.78 -  
73.71.28 - 73.30.43  
Fax : (021) 73.95.59  
(021) 73.99.19

## PLUSIEURS MESURES ONT ÉTÉ PRISES PAR LA TUTELLE

# La recherche scientifique au service de l'économie

*Après quelques mois de disette scientifique, le gouvernement table sur nos compétences nationales pour corréliser les besoins économiques et ceux de la recherche. Mohamed Bouhicha, directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique souligne que les budgets existent et que tout sera mis en œuvre pour corréliser nos besoins économiques avec la recherche scientifique. A commencer par la valorisation de nos chercheurs.*

Par Reda Hadi

Passant en revue la situation de notre recherche en Algérie, ce responsable, qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio nationale « chaîne III », a insisté sur la corrélation des PNR (projet national de recherche). L'adéquation avec nos besoins économiques. En ce sens que les projets doivent répondre à la situation économique sous forme de partenariat avec les entreprises, à l'instar de celui de SAIDAL et l'université Houari Boumediene de Bab Ezzouar.

La question reste essentielle pour l'Algérie, car selon M Bouhicha la recherche scientifique est appelée à être en permanence à l'écoute des besoins de l'économie nationale. Reste que ce responsable insiste que la recherche scientifique est appelée à être en permanence à l'écoute des besoins de l'économie nationale et a confirmé que la structure qu'il dirige suit désormais attentivement tous les Conseils des ministres et ceux du Gouvernement et ayant trait à la recherche scientifique. Et de préciser que le partenariat qui sera noué entre les chercheurs et les entreprises devra se faire sur la base d'un cahier des charges en fonction du thème du projet. Une sorte de contrat de performance.

L'invité de la Radio a ajouté que plusieurs mesures sont prises dans ce sens, à l'instar de la signature de plusieurs conventions de partenariat avec divers secteurs d'activité.

Nul n'est besoin de rappeler que l'Etat a dépensé près de 57 Mds DA pour la recherche scientifique durant les sept dernières années. L'encadrement des ressources humaines a connu quant à lui une évolution notable marquée notamment par l'augmentation du nombre d'enseignants membres des laboratoires de recherche, de près de 8.000 enseignants chercheurs en 2000 à presque 40500 enseignants à la fin de 2021 soit une hausse de plus de 400%.

Pour M Bouhicha, la recherche scientifique en Algérie doit viser l'excellence, et pour cela, tout a été mis en œuvre pour assister nos chercheurs en contrepartie de répondre aux exigences de nos entreprises.

A ce titre, il cite la réalisation en cours « de capteurs de gaz par deux centres nationaux de recherche », à savoir « le Centre de recherche des technologies de semi-conducteurs, et le centre de recherche en analyses physico-chimiques ».

« Nous en sommes à 15 accords avec le ministère de l'Industrie, tel que celui relatif à la construction de containers pour les dix mois



à venir, ce qui va faire économiser au pays quelque 100 millions de dollars, vu que les actuels sont loués à hauteur de 97% de nos besoins », a-t-il détaillé.

M. Bouhicha annonce la signature, « d'une convention avec Sonelgaz et le ministère de l'Énergie pour la réalisation des capteurs de gaz », une problématique soulevée en Conseil des ministres.

### 310 brevets déposés en 2022

Si la recherche scientifique a été mise en avant pour notre développement économique, en revanche il est attendu d'elle, des réponses adaptées au contexte économique national. Les pouvoirs publics annoncent qu'il sera procédé, à compter de cette année, à la mise en œuvre des programmes nationaux de recherche dans les axes constituant une priorité dans le plan d'action du Gouvernement concernant les secteurs de la sécurité alimentaire et énergétique et la santé du citoyen. Ces programmes quinquennaux portent sur la réalisation de près de 750 projets de recherche. Le directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Bouhira a fait savoir qu'en matière de

brevets, l'Algérie a enregistré un bon quantitatif, notamment durant la période de 2021 à 2022, en passant de 98 brevets à 310. « On s'attend à ce que ce nombre augmente sensiblement notamment avec le dispositif qui a été mis en place diplôme-brevet un diplôme une startup. Nous tabons sur 1000 brevets voir plus en 2023 », souligne-t-il, en précisant que l'emploi ne pourrait pas être assuré par les services publics mais par les étudiants eux-mêmes, moyennant avec les dispositifs mis en place (financement, accréditation et labellisation). Ainsi, le département de Kamel Baddari a tracé un programme pour la valorisation des travaux de fin cycle, à travers la démarche un brevet-une startup. Dans ce cadre, Bouhira a fait savoir que 9 000 projets déposés sont aptes d'être une startup. Il a enfin assuré que tous les travaux de recherche sont orientés vers trois priorités (sanitaire, énergétique et alimentaire), et que 11 milliards de DA ont été alloués par ce secteur, dont 5 milliards pour les équipements et 6 milliards pour le fonctionnement.

## PÉTROLE

### Le baril de Brent à plus de 85 dollars

Les prix du pétrole se maintiennent, au début d'une séance chargée pour le marché, avec la décision de politique monétaire de la Fed, la publication de l'état des stocks de pétrole aux Etats-Unis et une réunion technique de l'Opep+.

Avant midi (mercredi), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 0,06% à 85,51 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en mars, montait de 0,28% à 79,09 dollars. Le marché pétrolier attend la première décision monétaire de l'année de la banque centrale américaine (Fed), dont l'issue devrait influencer sur la demande en or noir en cas d'une dépréciation de la devise américaine qui va encourager les achats de pétrole. Le Ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed ARKAB, qui a participé hier, par visio-conférence, aux travaux de la 47e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC). S'exprimant à l'issue de ces réunions, a souligné que « comme il est d'usage, nous avons tout d'abord examiné le respect des engagements de limitation de la production des pays de la Déclaration de Coopération pour le mois de décembre 2022 ». Ainsi, précise-t-il, « sur la base des données mensuelles qui nous ont été présentées, nous avons relevé avec satisfaction que les pays de l'OPEP+ ont pleinement respecté leur niveau de production requis et ce, conformément à la décision prise le 05 octobre dernier d'abaisser notre offre globale de 2 Mbj ». Aussi, M. Arkab a indiqué que « nous avons également échangé nos appréciations sur la situation actuelle du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court terme ». Les développements récents observés sur le marché, poursuit le ministre, « nous ont fortement confortés sur la justesse de nos décisions et sur les efforts que nous déployons collectivement pour en assurer la stabilité et l'équilibre ». Par ailleurs, M. Arkab relève que « malgré les incertitudes qui pèsent sur la croissance économique de nombreuses régions, nous restons prudemment optimistes quant à une amélioration sensible de la demande mondiale de pétrole au cours des prochains mois ». Notons que le JMMC a décidé de se réunir au début du mois d'avril prochain pour examiner le respect des engagements de baisse de la production des pays de l'OPEP+ et pour évaluer la situation du marché pétrolier international.

Agence

## LE MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR L'A SOULIGNÉ :

### L'université constitue un "réservoir" pour la création de start-up

L'université constitue un "réservoir pour la création de start-up et la promotion de la sphère économique et sociale", a affirmé hier à Médéa, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, qui était accompagné du ministre de l'Économie de la connaissance, des start-up et des micros-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid. "En plus de sa mission pédagogique classique, l'université assure depuis quelques temps, une autre mission tout aussi importante, celle de contribuer au renforcement des capacités économiques du pays à travers le développement et la création de start-up", a indiqué le ministre, lors d'une visite de travail et d'inspection à Médéa. Il a fait savoir, à cet égard, que "l'université demeure un réservoir inépuisable permettant de fonder des start-up capables de créer de la richesse et de l'emploi, outre leur participation à l'essor socio-économique du pays", a soutenu M. Baddari. "L'intérêt accordé à ce segment a, pour finalité, de bâtir une économie forte basée sur l'innovation et la création", a-t-il dit, assurant que l'université "compte devenir la locomotive du développement économique". Le ministre de

l'Économie de la connaissance, des start-up et des micros-entreprises, M. Yacine El Mahdi Oualid, a fait part, de son côté, d'une "augmentation substantielle" des projets innovants et de création de start-up au niveau national, à la faveur des mesures prises dans ce sens par son ministère et le département de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique afin d'accompagner l'élite universitaire.

"L'accompagnement assuré aux start-up et aux micro-entreprises, que ce soit sur le plan du financement des projets ou de l'assouplissement des procédures de création et de délivrance des labels, a pour objectif de stimuler l'entrepreneuriat et d'encourager notre élite universitaire à rester dans le pays et à réussir sur le plan professionnel", a précisé M. El-Mahdi Oualid. Selon le ministre de l'Économie de la connaissance, 15% de la totalité des start-up créées en Algérie ont été réalisées par des détenteurs de doctorat qui ont préféré investir dans ce nouveau créneau. Ce chiffre, a-t-il estimé, "témoigne, aussi, du sérieux des projets conduits par ces universitaires et leur désir de réussite". L'élite algérienne établie à l'étranger participe à

hauteur de 10% des start-up qui ont vu le jour jusqu'à présent, a relevé El-Mahdi Oualid, en faisant observer, d'autre part, que la contribution de l'élément féminin est égale à celle des hommes. Les deux ministres avaient procédé, à l'entame de leur visite d'inspection et de travail, à l'inauguration d'un complexe des start-up à l'université "Yahia Fares", ainsi que d'un studio d'enseignement à distance, localisé au sein du campus universitaire de Ouzera, à l'Est de Médéa. Dans le même campus, MM. Baddari et El-Mahdi Oualid ont procédé au lancement de la plate-forme numérique appelée "My Bus" (mon bus), appelée à faciliter les prestations de transport universitaire au profit des étudiants de la région. Le ministre de l'Enseignement supérieur et celui de l'Économie de la connaissance ont animé, en fin de visite, une rencontre avec les étudiants au pôle universitaire de Médéa où des questions relatives à la création des start-up, le financement des projets innovants et les perspectives qu'offre ce créneau, ont été abordées.

RE

## AGRICULTURE / DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

### Création d'un comité scientifique multidisciplinaire

Un comité scientifique multidisciplinaire pour le développement de l'économie circulaire dans le secteur agricole a été créé, avant-hier mardi à Alger, par la Chambre nationale d'agriculture (CNA) et le Centre algérien d'économie circulaire (CALEC). Le comité "Economie circulaire & Agriculture" a pour principal objectif de présenter des propositions techniques et scientifiques pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale relative à l'économie circulaire dans le secteur, a expliqué le professeur Krim Louhab, fondateur du CALEC, lors d'une rencontre scientifique tenue au siège de la CNA sous le thème "Economie circulaire: un gisement pour l'attractivité du secteur agricole et agro-industrie nationale". Pour ce scientifique, l'approche de l'économie circulaire dans l'agriculture permet de concilier entre la croissance économique et la protection de l'environnement, notamment à travers une utilisation rationnelle des ressources et une gestion optimale des déchets agricoles. "Contrairement à l'économie linéaire basée sur la production, la consommation et le rejet des déchets, l'économie circulaire nous permettra de transformer les résidus agricoles en bio produits (pesticides et fertilisants), ce qui limitera l'utilisation massive des produits chimiques réputés pour leur impact néfaste sur l'environnement et la santé humaine et animale", a-t-il expliqué.

Pour sa part, le professeur Mohamed Amine Zenasni, de l'université de Tizi-Ouzou, a mis en exergue le rôle de l'agriculture urbaine dans le développement de l'économie verte.

"La plus forte concentration de population se trouve dans les villes qui deviennent un gisement pour le développement de l'économie circulaire", a-t-il affirmé. Pour une meilleure optimisation de la ressource, cet expert a recommandé la collecte des déchets ménagers et leur tri à la source et leur traitement par la suite pour en extraire de l'énergie renouvelables et des produits organiques. Outre la préservation des ressources, l'économie circulaire permet également d'éviter, ou du moins minimiser le recours à l'incinération ou l'enfouissement des déchets et leur impact désastreux sur l'environnement, a-t-il fait valoir. Abondant dans le même sens, le professeur Hassan Chadjaa, agronome et consultant en agroalimentaire et agrobiotech a considéré que l'économie circulaire dans le secteur agricole présente un avantage pour réduire la consommation de l'énergie et minimiser l'épuisement des ressources, tout en améliorant les rendements et la qualité des produits. Par ailleurs, "elle génère des emplois et de nouveaux produits sur le marché national et réduits par conséquent les importations des intrants et du matériel agricole". Le professeur Chadjaa propose, afin d'optimiser cette économie, de l'organiser en plusieurs filières. A titre d'exemple, il a cité le groupe des plastiques agricoles, qui compte notamment des plastiques utilisés dans les serres, les tuyaux d'irrigation en fin de vie et les sacs plastiques contenant des fertilisants et de pesticides.

"Recycler ces matières par filières industrielles en leur donnant une seconde vie évite d'une part, la pollution de l'environnement et d'autres part il permet de réduire les coûts, car les produits recyclés reviennent moins chers que les produits neufs". De son côté, le professeur Fatma Halouane de l'université de Boumerdes, a souligné l'importance de l'économie circulaire dans le développement d'une agriculture résiliente et durable grâce à des pratiques comme la rotation des cultures et l'utilisation des engrais et les pesticides verts. Dans sa présentation, elle a avancé que l'Algérie utilise annuellement entre 6.000 et 10.000 tonnes de pesticides chimiques par an, "une quantité importante qui devrait être remplacé progressivement par des intrants naturels".

Par R. E.

## PRODUCTION DE 30 QX/HECTARE EN BLÉ

# «Un objectif à priori réalisable»

*L'Algérie veut assurer sa sécurité alimentaire cette assurance devra passer obligatoirement par une production de 30 qx/hectare en blé. C'est une des injonctions du Président de la République, qui en a ordonné l'exécution. Un objectif à priori réalisable selon le président de la CNA (Chambre nationale de l'agriculture) qui a affirmé que l'objectif d'augmenter la production du blé à 30 quintaux/hectare, était "réalisable".*

Par Samir Chalabi

Dans une déclaration à l'APS, M. Hamblé s'est félicité "de l'intérêt accordé par le Président de la République au secteur de l'Agriculture ce qui l'a encouragé à relever le défi de réaliser l'autosuffisance en matière de produits stratégiques notamment les céréales, le produit le plus consommé en Algérie", soulignant que les fluctuations enregistrées sur le marché mondial des céréales ont accru l'importance de ce défi.

Il faut souligner que le Président Tebboune a fixé cet objectif à partir de données fiables notamment après que certaines wilayas de l'Est aient dépassé cette moyenne durant la dernière saison moisson-battage et aussi après les chutes de pluie. D'aucuns soulignent aussi que la réalisation de cet objectif est à portée de mains, pour peu de satisfaire des conditions minimales. Pour le président de la CNA la réalisation de cet objectif "exige des efforts sur le terrain à travers le respect du processus technique de la production des céréales et la fourniture du matériel désormais disponible grâce à la décision portant autorisation d'importation du matériel agricole rénové".

Des experts en agronomie précisent pour leur part que augmenter les rendements passe obligatoirement par la qualité des engrais et des semences. Par ailleurs, l'amélioration de ces rendements oblige aussi à respecter les dernières techniques et une plus grande formation de nos agriculteurs, trop habitués à des techniques peu évoluées. Un ingénieur agronome nous a précisé que la qualité des semences est



essentielle. En ce sens que le nombre de grains par unité de surface et le poids individuel des grains constituent les deux grands critères d'une bonne moisson. En amont, les rendements élevés dépendent de la quantité de pousses et de feuilles, ainsi que du maintien du couvert vert. Ces deux facteurs augmentent le nombre de grains/d'épis/d'épillets ainsi que la taille des grains. Il nous a souligné aussi que la maîtrise de l'irrigation et la gestion de l'eau n'est pas à négliger. En effet, pour cet expert, les données météorologiques peuvent être utilisées pour choisir quelle variété de cultures planter et à quel moment, et pour décider des pratiques de gestion agricole appropriées, tout en limitant l'impact sur l'environnement. Dans l'ensemble, il est possible d'établir dès la fin de l'hiver des prévisions régionales fiables et précises des épisodes de sécheresse pendant les périodes sensibles de la

floraison et du remplissage des grains de blé. Par contre, la prédiction de l'humidité excessive reste très difficile car les compétences sont encore trop limitées en la matière. Mais d'autres approches, par exemple l'utilisation de modèles atmosphériques à grande échelle, pourraient améliorer la prévisibilité de ces événements, estiment les chercheurs.

Dans cette lignée, le président de la CNA a apporté quelques précisions et dit que la chambre avait soumis une série de propositions au ministère de l'Agriculture et du Développement rural visant à améliorer la formation dans le secteur agricole, soulignant "l'importance de revenir à la formation de base".

Et de préciser qu'en matière d'organisation toutes les interventions et les transactions dans le secteur agricole seront numériques à l'horizon 2024.

## FILIÈRE AVICOLE

### Les prix du poulet et œufs toujours élevés

Les prix du poulet de chair ont enregistré une certaine stabilité relative aux différents stades durant le quatrième trimestre 2022. Des prix qui restent assez élevés dans l'ensemble aux différentes strates de la production au détail.

Idem pour les prix des œufs de consommations, ces derniers ont enregistré de légères hausses par rapport au troisième trimestre. Des augmentations qui varient entre 4% et 10%, respectivement aux stades de la production et du détail, indique la Note de conjoncture avicole d'ITLÉV.

Durant le quatrième trimestre 2022, les prix du poulet au détail ont enregistré une certaine stabilité relative. En effet, les réalisateurs de cette note conjoncture ont constaté que la moyenne des prix des poulets « vidé » varie autour de 350 DA/kg durant ce trimestre.

Il y a lieu de signaler que les prix au détail fluctuent et restent assez élevés depuis quelques semaines, une situation qu'expliquent les producteurs aux charges alimentaires inhérentes qui affecte les coûts de production au niveau des élevages (poulaillers). La cherté des intrants alimentaires (aliments avicoles) qui représentent plus de 70% de la structure des coûts et aux intermédiaires (courtiers) qui profitent de la désorganisation de la filière se greffent et multiplient leurs marges. Sur le plan commercialisation des produits finis, il y a lieu de signaler une amélioration dans la vente des poulets mais qui reste encore insuffisante. Il faudra améliorer le côté hygiène et présentation des produits à la vente. En effet, les poulets sont livrés vidés aux

marchands de volailles dans des filets ou des caisses en plastiques et que ces derniers produisent eux même à la vente des poulets entier ou découpé en morceaux, ou les différents partis sont vendus séparément (Cuisses, ailes, filets et foie) à des prix différents.

Quand au prix de la production (sortie poulailler), ils ont enregistré une certaine stabilité. Les prix du poulet vif n'ont pas connu de perturbation durant les mois d'octobre et décembre. Dans l'ensemble les prix se sont maintenus à des niveaux stables, indique le même document. Une situation due à une disponibilité du poulet durant cette période, selon la même source.

Ainsi, cette stabilité s'expliquait également par les mises en place effectuées durant les mois de septembre/octobre 2022. Un grand nombre d'éleveurs profitant de la conjoncture (la rentrée sociale), une forte demande sur les viandes blanches vu que les prix des viandes rouges restent excessivement chères, ont profité des prix bas des poussins et la stabilité des prix des aliments ont mis en place des bandes de poulets pour les fêtes religieuses et les fêtes de fin d'année. Concernant les prix des œufs de consommation, ces derniers ont enregistré des tendances à la hausse, des prix qui se maintiennent à des niveaux élevés durant le quatrième trimestre ou les prix du plateau d'œuf à atteint la barre des 600 DA. Une situation qui s'explique, indique le document, par une forte demande sur ce produit durant cette période. Une baisse de la disponibilité de la poulette démarrée dont le prix à dépasser 1000 DA l'unité, une baisse des poulets

pondeuses au niveau des élevages, ce qui a influé directement sur un recul de la production des œufs de consommation et une hausse des prix.

Dans ce cadre, et selon cette même Note, la filière ponte, c'est une filière qui demande de gros investissements et beaucoup de moyens financiers. A l'instar de la filière chair, « on a enregistré un grand nombre de mortalité chez les reproductrices durant le premier semestre 2021, due aux maladies aviaires dont l'influenza aviaire, une situation qui a eu un impact négatif sur le cheptel en production (reproductrices ponte, poulettes démarrées de poules pondeuses, ...) », et sur la production des œufs».

Cette situation a obligé certains éleveurs à procéder à des réformes anticipées, d'autres ont abandonné carrément l'activité de l'élevage pour des raisons financières (accumulation de dettes et chertés des aliments). Ajouter à cela, un autre problème qui a eu lieu un effet négatif sur la filière ponte, la baisse des importations des poussins reproducteurs enregistrée en 2022 (une baisse de 68% par rapport aux besoins annuels de la filière qui avoisinent les 560 000 sujets). Depuis cette période, l'objectif des poules pondeuses en production, à beaucoup baissé. «Il est estimé à actuellement, d'après nos calculs à moins de 15 millions de sujets, ce qui nous donne l'équivalent de 3,9 milliards d'œufs, au lieu de 6,6 milliards d'œufs en temps normal, soit une baisse de la production de 38%», conclut la Note.

Par Sirine R

## COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAINES

# De grandes avancées ont été enregistrées

Nommée ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Alger, il y a un an, Mme Elizabeth Moore Aubin aspire à renforcer une relation bilatérale déjà "très forte", notamment dans le domaine économique, affirmant que de "grandes avancées" ont déjà été enregistrées et d'autres pourraient suivre, notamment avec la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, jugée «très attractive» pour les entreprises américaines.

### Synthèse S R

«Depuis mon arrivée, le 2 février 2022, il y a eu beaucoup d'initiatives entre nos deux pays. Je considère que la relation bilatérale est déjà très forte et connaît aussi une évolution. Nous sommes en train d'élargir et d'approfondir nos liens dans différents domaines. Nous avons, particulièrement, fait d'importants progrès dans nos relations économiques. Nous avons réalisé de grandes avancées cette année, à la fois dans le domaine de l'énergie, secteur de coopération traditionnelle entre les deux pays, mais aussi dans l'ensemble des questions économiques», a-t-elle déclaré dans un entretien à l'APS.

A ce titre, Mme Moore Aubin soutient que la nouvelle loi sur l'investissement, promulguée en juillet dernier, constitue un «très bon pas en avant», assurant que ce nouveau code «répond aux attentes des investisseurs en matière de cadre légal et réglementaire solide régissant l'investissement et offre la garantie de transfert, dans un autre pays, du capital investi et des revenus qui en découlent». «Je pense que ce nouveau cadre d'investissement est très attractif pour les entreprises américaines», a-t-elle ajouté, assurant qu'elle continuerait, durant son mandat, à œuvrer pour drainer davantage d'investissements américains en Algérie.

La chef de la mission diplomatique américaine à Alger estime, en outre, qu'un accord sur l'ouverture d'une ligne aérienne directe Alger-New-York pourrait être conclu «cette année» entre les deux pays.

«Pour ce qui est des progrès réalisés à ce sujet, je dirai que nous sommes en négociation. Je précise que les négociations techniques sont terminées et j'espère que nous parviendrons à un accord très bientôt, cette année même», a-t-elle souligné. Ce vol di-



rect, a-t-elle poursuivi, «va complètement changer la relation algéro-américaine».

«D'un point de vue économique, si nous avons un vol régulier, cela permettra une meilleure circulation des marchandises, mais aussi des personnes. Cela permettra également de renforcer et d'approfondir les liens entre les deux peuples. Aussi, pour l'Algérie qui cherche à siéger au Conseil de sécurité des Nations unies, ce vol constituera la voie directe vers l'ONU», a-t-elle expliqué. En matière d'échanges commerciaux, les Etats Unis sont arrivés en 2021 à la sixième place des partenaires économiques de l'Algérie. Ce pays représente le septième client et le 11ème fournisseur de l'Algérie. Le volume des échanges entre les deux pays a atteint en 2021 plus de 3 milliards USD contre 1,82 milliards USD en 2020 et 3,61 milliards USD en 2019, selon les chiffres du ministère du commerce.

L'ambassadrice américaine avait rappelé que les Etats Unis disposent de la plus grande part d'investissement étranger direct (IDE) en Algérie "de plus de 6 milliards USD en 2020", affirmant que son pays souhaite hisser ces investissements à de hauts niveaux.

Interrogée sur la contribution de son pays à l'effort des autorités algériennes pour encourager et promouvoir l'enseignement de la langue anglaise, Mme Moore Aubin révèle l'existence déjà d'une coopération avec le ministère algérien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour "réorganiser l'apprentissage de l'anglais dans les 109 universités algériennes".

«C'est un domaine extrêmement important de la coopération bilatérale. Nous sommes heureux de s'associer à l'Algérie dans cet effort d'enseignement de la langue anglaise», a-t-elle indiqué.

Selon la cheffe de la mission diplomatique américaine à Alger, «un total de 28.000 Algériens ont bénéficié, l'année dernière, de nos programmes de l'enseignement de l'anglais, que ce soit en ligne ou en présentiel». Elle s'est félicitée, à ce titre, de l'ouverture d'un nouveau «coin américain» à Béchar où les Algériens peuvent aller "apprendre l'anglais gratuitement". L'ambassadeur a fait savoir que le nombre de "coins américains" relevant de l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, est passé ainsi de 4 à 5.

## BANDELETTES DU LECTEUR DE GLYCÉMIE

### Entrée en production d'une unité à Batna en mars prochain

Une unité de production en « FULL PROCESS » de bandelettes du lecteur de glycémie entrera en production en mars prochain dans la wilaya de Batna, a indiqué le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

Selon la même source, le ministre du secteur Ali Aoun, qui a effectué mardi une visite à Batna, s'est rendu à la zone d'activité d'Ain Yagout (nord de la wilaya), où il a visité le projet de l'unité de production de bandelettes du lecteur de glycémie, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 95%.

L'unité est réalisée par CPM Pharm, un établissement pharmaceutique spécialisé dans la production en FULL PROCESS de bandelettes du lecteur de glycémie. CPM Pharm possède deux lignes de production avec une capacité de 5 millions de boîtes par an, a précisé le ministère. CPM Pharm bénéficie de la norme ISO 15197 et entame des démarches pour avoir la norme 13485, ce qui lui permettra d'assurer une introduction certaine dans les marchés extérieurs, africains notamment, a détaillé la même source. Le ministère a également fait savoir que CPM Pharm compte lancer de nouveaux produits tels que le glucomètre intelligent, doté d'une plateforme numérique et le lancement d'un système de contrôle de glycémie dans le sang en continu.

Une usine de production de médicaments anticancer

Au niveau de la même zone industrielle de Ain Yagout, rapporte l'agence APS, M. Aoun a également visité le projet d'usine de médicaments anticancer, en cours de réalisation dans le cadre de l'investissement privé, et ce en partenariat avec un opérateur étranger, devant entrer en phase de production en 2024.

Le ministre a instruit les responsables sur place, pour permettre à ce projet, de produire dès mai ou juin 2023, un médicament au moins, compte tenu des facilités accordées, de l'attribution rapide des autorisations nécessaires et compte tenu des besoins des malades.

Le ministre a indiqué que l'industrie pharmaceutique algérienne vient d'être renforcée par l'ouverture de 8 unités spécialisées dans le médicament anticancer, certaines sont entrées en phase de production à la fin de l'année 2022, d'autres vont démarrer au cours de cette année, et il est attendu de couvrir les besoins dans ce domaine, à hauteur de 30 à 35 pour cent. Il a rappelé que l'importation de ce type de médicaments coûte à l'Etat 600 millions d'euros par an.

Le ministre a évoqué également les facilités accordées aux investisseurs, la célérité avec laquelle leurs dossiers sont traités par le ministère, ne dépassant pas le délai d'une semaine pour

l'inscription d'une catégorie de médicament, en faisant état de la régularisation de 583 dossiers déposés depuis 2017.

Inauguration d'un dépôt de distribution du groupe Sidal

Aoun a aussi insisté sur les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune concernant les facilitations à accorder aux investisseurs, soulignant que la mission du ministère est de valoriser l'industrie nationale et d'apporter toutes les aides nécessaires aux investisseurs.

Lors de cette même visite dans la wilaya de Batna, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a inauguré un dépôt de distribution de médicaments dans l'Est du pays, rattaché au groupe pharmaceutique public Sidal, d'une capacité de 12 millions d'unités.

Le dépôt qui a été ouvert à la zone industrielle de Batna, a été réalisé dans le respect des normes internationales et il est doté de capacités supérieures aux besoins de la région en médicaments, selon les explications données lors de l'inauguration.

M. Aoun a indiqué que cette nouvelle structure est importante, car elle prend en charge l'approvisionnement en médicaments des wilayas de l'Est et du Sud-Est du pays.

## ENERGIES RENEUVELABLES

### «L'Algérie se prépare pour une grande opération d'investissement»

Le Professeur Nouredine Yassa, Commissaire aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Energétique, a affirmé que « l'Algérie est sur le point d'investir massivement dans les énergies renouvelables, évoquant des efforts et des projets visant à intensifier l'exploitation de l'énergie solaire, de l'hydrogène vert et du gaz méthane. »

Intervenant ce mercredi matin sur les ondes de la radio nationale, Yassa a souligné que « la période à venir verra une grande activité en Algérie pour installer des panneaux solaires, d'une manière qui s'étend pour inclure les niveaux de numérisation et d'innovation », ajoutant que « l'Algérie se dirige vers intensifier la fabrication de panneaux solaires et d'autres énergies renouvelables. »

L'invité a déclaré également qu'« il existe des mécanismes pour augmenter la production, diversifier les sources d'énergie et rationaliser la consommation afin de fournir des volumes de gaz naturel à l'exportation à partir de cette année », soulignant « la possibilité de créer des petites et moyennes entreprises, surtout après la décision sans précédent qui comprenait la stimulation chercheurs à s'intégrer dans le dynamisme économique, citant le modèle de la Chine, qui est devenu un pays innovant et le plus grand exportateur de panneaux solaires, ce à quoi aspire l'Algérie. »

Le Commissaire aux Energies Renouvelables et à l'Efficacité Energétique a dit « nous avons réalisé, avec les groupes locaux, des projets modèles en termes de consommation d'énergie intelligente ».

Après que l'Algérie a produit 440 mégawatts d'énergies renouvelables, Yassa s'est concentré sur l'accélération de ce rythme et la conversion de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables en Gaz hydrogène vert, basé sur des accords avec des clients italiens et allemands. »

Il a indiqué dans le même ordre d'idée qu'« une équipe travaille actuellement à l'adaptation d'un texte légal dans le domaine de la production et du transport de l'énergie, conjointement avec un travail sur la formation des cadres dans le domaine de l'hydrogène vert et ses dérivés, en plus des pilotes projets d'une capacité de production de cinquante mégawatts. »

Comme il a salué la volonté politique du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, pour la production de 15 000 mégawatts d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, et il a évoqué des formules de financement impliquant des concessionnaires privés et étrangers pour atteindre l'objectif.

Yasaa a évoqué le plan de valorisation des déchets en vue de la production de gaz biométhane, mais cela reste conditionné à l'élaboration d'un texte législatif. Par contre, l'intervenant a souligné que « les universités algériennes forment un grand nombre de chercheurs en énergies renouvelables chaque année, et l'intérêt du ministère de l'Énergie à définir un référentiel législatif garantissant l'investissement des excédents électriques et activant la voie de la transition énergétique. » L'invité a précisé que « l'Algérie possède le plus ancien centre d'énergies renouvelables d'Afrique du Nord, à un moment où elle vise à diversifier les sources d'énergie et l'intensification des investissements hors hydrocarbures ».

## GUELMA

**89 artisans activeront dans des locaux professionnels**

Quatre vingt-neuf (89) artisans exerceront dans les locaux professionnels dont ils ont bénéficié au chef-lieu de la wilaya de Guelma, avant la fin du premier trimestre 2023, a indiqué lundi le directeur du tourisme et de l'artisanat, Salah Bakel. Situés face à la Maison de l'artisanat, ces locaux seront disponibles après la fin des travaux d'aménagement et raccordement aux divers réseaux de gaz, d'électricité et d'assainissement, a indiqué à l'APS le même responsable, en marge d'une rencontre tenue à la Maison de l'artisanat avec les artisans bénéficiaires.

La wali de Guelma a récemment inspecté ces locaux et recommandé d'en hâter l'exploitation et de se rapprocher des artisans pour connaître les raisons les empêchant d'exploiter ces locaux, a rappelé le même responsable.

Il a également souligné que les artisans tributaires de ces locaux en 2018 n'ont pas reçu les arrêtés faute d'aménagement du site et de conditions adéquates.

Des artisans bijoutiers, des couturiers et des pâtisseries, hommes et femmes, font partie des artisans bénéficiaires de ces locaux qui, avec cette concentration d'artisans, peuvent devenir un village artisanal, a relevé de son côté le directeur de la chambre de l'artisanat et des métiers, Miloud Saadi. Les artisans présents ont demandé aux autorités locales de prendre en charge l'aménagement intérieur de ces locaux.

## BISKRA/SALON NATIONAL DES DATTES

**Des délégations diplomatiques expriment leur intérêt pour le produit local**

*Des ambassadeurs et attachés commerciaux et économiques d'un nombre d'ambassades accréditées en Algérie ont exprimé mardi leur intérêt pour le produit local au cours de leur visite au Salon national des dattes et des produits agricoles et de promotion des exportations organisé au complexe thermal Sidi Yahia de Biskra du 29 janvier au 1er février.*

Dans une déclaration à l'APS, l'ambassadeur de la Suisse en Algérie, M. Pierre-Yves Fux a appelé à permettre aux opérateurs économiques des deux pays de se connaître notamment à travers ce type de manifestations pour mieux s'enquérir des moyens de développement des échanges commerciaux, précisant qu'en tant qu'ambassadeur de son pays, il est venu à Biskra "pour informer les entreprises suisses sur ce qu'elles peuvent concrétiser dans le domaine économique dans cette wilaya".

L'ambassadeur de la République de Croatie en Algérie, M. Ilija Zelalic, qui a visité plusieurs pavillons des différents produits locaux, notamment agricoles a fait part de son vœu pour qu'il y est échange entre son pays et l'Algérie dans ce

domaine, ajoutant que l'Algérie a pu développer le secteur agricole surtout la filière arboriculture. De son côté, le ministre plénipotentiaire accrédité à l'ambassade du Soudan Khaled Enaïm a indiqué que sa visite à Biskra et les pavillons de ce salon lui a permis de prendre connaissance sur le grand développement que connaît l'Algérie en général et la wilaya de Biskra en particulier s'agissant de la qualité du produit, notamment les dattes, insistant sur les possibilités de coopération et d'investissement entre les deux pays dans ce domaine.

L'ambassadeur du Zimbabwe en Algérie, Vusumuzi Ntonga, a salué les organisateurs qui lui ont donné l'opportunité d'assister à cette manifestation qu'il a considéré comme une "occasion pour

s'enquérir de ce que produit l'Algérie en général et Biskra en particulier", insistant sur la possibilité de promouvoir les échanges entre l'Algérie et le Zimbabwe dans le secteur agricole ainsi que d'autres secteurs.

Le Salon, qui a été marqué par des visites de délégations diplomatiques (ambassadeurs, attachés commerciaux et économiques) de plusieurs pays comme le Bangladesh, le Soudan, le Mexique, la Suisse, le Royaume-Uni, la Croatie, la Pologne, le Mali et le Niger, est organisé par la Chambre de commerce et d'industrie Les "Ziban" en partenariat avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie en collaboration avec la chambre de wilaya de l'agriculture et la confédération du patronat de Biskra.

## CONSTANTINE

**Hausse sensible des touristes étrangers en 2022**

Une hausse sensible du nombre de touristes étrangers ayant visité la wilaya de Constantine, ses sites touristiques et culturels en particulier, a été enregistrée en 2022, par rapport à l'année 2021, a indiqué mardi, le chef de service du tourisme à la direction du Tourisme et de l'artisanat, Amar Bentorki. Pas moins de 7.134 touristes étrangers ont été ainsi recensés en 2022 contre 2.405 touristes en 2021, a précisé M. Bentorki ajoutant que les touristes ayant visité Constantine en 2022 ont passé 24.954 nuitées, soit une moyenne de 4 nuitées par personnes, alors qu'en 2021, ils ont passé 2461 nuitées, soit une moyenne de 2 nuitées par personne. La hausse du nombre des touristes étrangers en 2022 est due à l'intérêt grandissant pour la destination Constantine et traduit l'efficacité des efforts consentis par les responsables du secteur pour améliorer les conditions d'accueil, d'hébergement et de restauration, ainsi que la promotion de l'ar-

tisanat local, des sites touristiques et archéologiques de la région, a-t-il expliqué. Bentorki a révélé que le nombre de touristes ayant visité la wilaya de Constantine en 2022, dans le cadre de voyages organisés a atteint 1.261 visiteurs contre 318 en 2021, rappelant que la wilaya compte 198 agences de tourisme qui organisent ces voyages. Un nombre plus important de touristes sont attendus en 2023 dans la wilaya de Constantine laquelle a abrité plusieurs compétitions du CHAN2022 depuis le 23 janvier et attend les compétitions de la coupe d'Afrique des moins de 17 ans, au mois d'avril prochain, selon M. Bentorki. Les touristes ayant visité Constantine avant la tenue des compétitions du CHAN2022 sont de plusieurs nationalités. Ils ont bénéficié de visites touristiques et de découvertes organisées sur de nombreux sites historiques et archéologiques, dont les vestiges de Tiddis, le Palais du Bey et les ponts suspendus, a rappelé M. Bentorki.

## EL TARF

**Financement de 16 projets d'extraction des huiles essentielles en 2022**

Au total, 16 projets concernant l'extension d'unités de production spécialisées dans l'extraction des huiles essentielles, des plantes aromatiques et médicinales dans la wilaya d'El Tarf, ont été financés en 2022 dans le cadre de l'Agence nationale de gestion des micros crédits ANGEM, a-t-on appris mardi de l'annexe locale de cette Agence. Dans une déclaration à l'APS, le chargé de communication auprès de cette annexe, Raouf Drissi a précisé que ces projets ont permis d'optimiser la valeur financière de ces micro-entreprises en plus de l'augmentation du nombre de postes de travail directs, considérant que cela constitue un "indice très encourageant" d'autant plus que la

majorité des projets d'investissement est monté par de coopératives de femmes activant dans les zones rurales et villages situés dans les communes de la bande frontalière de la wilaya. Il a ajouté que ce genre d'opérations a pour objectif de donner l'opportunité au plus grand nombre de personnes ayant fait montre de sérieux dans l'investissement notamment les jeunes pour concrétiser leurs idées sur le terrain et leur donner la possibilité de compter sur eux mêmes. Le même responsable a rappelé que les campagnes de sensibilisation effectuées par les services de l'annexe de wilaya de l'ANGEM visent à capter le plus grand nombre possible de jeunes pour investir avec

l'activation de plusieurs procédures s'agissant de l'allègement des documents administratifs. Selon la même source, les femmes constituent la catégorie qui a bénéficié le plus des crédits destinés à la concrétisation des projets dans le domaine d'extraction des huiles essentielles et plantes médicinales et aromatiques notamment dans les communes frontalières comme Boukous, El Kala et Souarekh. Pour rappel, l'antenne d'El Tarf de l'ANGEM soutien le lancement des micros projets via deux formules de crédits, le premier destiné à l'acquisition de la matière première et le second pour la création d'activités.

GHARDAIA **Plus de 67.400 touristes accueillis en 2022**

Plus de 67.400 touristes nationaux et étrangers ont séjourné à Ghardaia, durant l'année écoulée, a-t-on appris de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA).

Le nombre de visiteurs de la wilaya de Ghardaia qui regorge des sites touristiques "exceptionnels" notamment les Ksour du M'Zab, les palmeraies des différentes oasis de la région ainsi que la station thermale de Zelfana, a dépassé, l'an dernier, les 67.400 visiteurs dont 3.059 étrangers, a indiqué à l'APS, le directeur du secteur Saâd Meriah.

L'intérêt des visiteurs nationaux, surtout les jeunes pour la destination Ghardaia "va crescendo", a affirmé le même responsable, précisant que l'activité touristique à Ghardaia a connu, durant l'année écoulée, une tendance haussière, en enregistrant, 115.956 nuitées, en progression par rapport aux années précédentes où le secteur du tourisme a subi de plein fouet les retombées néfastes de la crise sanitaire de la pandémie du coronavirus.

On assiste à une reprise de l'activité touristique dans la wilaya

engendrée par un flux de visiteurs nationaux pour la région de Ghardaia, a souligné le directeur, signalant que cette tendance ne cesse d'accroître.

De nombreux professionnels du tourisme à Ghardaia estiment que l'activité touristique dans la région de Ghardaia connaît actuellement une embellie sur le nombre de visiteurs nationaux notamment.

"On enregistre actuellement un flux touristique des nationaux dont des jeunes universitaires et travailleurs de différentes entreprises qui organisent durant les jours féériques des visites dans la wilaya de Ghardaia attirés par les maisons traditionnelles situées dans la palmeraie de Ben Izgen et les thermes de Zelfana, localité située à 70 km au Nord-est de Ghardaia", signale un hôtelier de Ghardaia.

Pour expliquer cette tendance haussière de visiteurs nationaux à Ghardaia, de nombreux facteurs sont avancés. Il y a lieu de citer l'amélioration des infrastructures de base (routes entre le nord et le sud), les infrastructures touristiques, dont les mai-

sons traditionnelles situées dans les palmeraies (zones propices pour le tourisme écologique) très prisées par les touristes, ainsi que les nouvelles structures d'hébergement réalisées dans la station thermale de Zelfana très courtisées par des familles et des personnes âgées de différentes régions du pays.

La wilaya de Ghardaia, connaît une véritable dynamique du secteur touristique et de l'artisanat à la faveur de la croissance de la capacité d'accueil par de nombreux hôteliers ayant engagé des investissements pour la réalisation de nouvelles structures d'hébergement, passant de 1.600 lits en 2010 à près de 3.000 lits en 2022, selon la DTA.

Le patrimoine matériel classé par l'UNESCO en 1982, et immatériel, culturel et environnemental que recèle la wilaya de Ghardaia, lui confère une place primordiale dans la stratégie de développement d'un tourisme durable répondant aux attentes économiques et aux exigences de la protection de l'environnement, signale-t-on.

## INFLATION ET ALIMENTATION

**Au pays de la bouffe, la grande paupérisation**

*L'inflation sur l'alimentation n'épargne personne. Si elle accélère la paupérisation de nos concitoyens et dégrade leur alimentation, elle met en exergue la vulnérabilité de notre modèle agricole. Face à cette situation, la timidité des réponses du gouvernement n'est pas en mesure de protéger les Français alors même que des propositions plus ambitieuses mêlant les enjeux de transition du système alimentaire, d'accès digne à l'alimentation et de juste rémunération des paysans tendent à émerger. Inflation sur l'alimentation : double peine pour les plus pauvres*

Après le beurre, enlèvera-t-on les épinards de l'assiette ? Mois après mois, le passage en caisse devient plus douloureux. Cela n'aura échappé à personne, la plupart des produits de consommation connaissent une forte inflation. Concernant les produits alimentaires, elle est encore plus importante. En effet, selon l'INSEE, si en moyenne annuelle sur 2022 la hausse des prix à la consommation a atteint 5,2 %, pour les produits alimentaires elle a été de 12,1 %.

Néanmoins, ce chiffre atténue une situation plus violente puisqu'il invisibilise le fait que, pour les plus modestes, cette inflation est encore plus élevée. En effet, les produits ayant le plus augmenté sont les produits premiers prix et les marques distributeurs, ces derniers ayant proportionnellement un coût matière première plus élevé. Selon l'IRI, sur un an, si l'inflation à la demande a atteint 12,59 % pour l'alimentation (et le petit bazar), elle n'est « que » de 10,80 % pour les marques nationales (Danone, Herta, Andros...) là où elle grimpe à 16,57 % pour les marques distributeurs (Marque Repère, Bien vu...) et culmine à 18,27 % pour les produits premiers prix (Eco +, Top budget...). Ainsi, les consommateurs les plus pauvres qui étaient déjà contraints avant la crise d'acheter des produits bas de gamme sont davantage touchés par la hausse des prix. Une double peine. Face à l'inflation, si les consommateurs trinquent, certains industriels soumis à des hausses de coûts de production essayent de tricher. La « réductiflation » (ou shrinkflation en anglais) désigne la stratégie commerciale par laquelle les industriels réduisent la quantité de produits sans diminuer le prix de vente. Une pratique malhonnête qui n'est pas nouvelle comme le montrait en septembre dernier l'ONG Foodwatch. L'association révélait par exemple que la portion du célèbre fromage industriel Kiri est passée de 20 grammes à 18 grammes tandis que son prix au kilo a augmenté de 11 %. Ces accusations de « shrinkflation » ont été confirmées par une enquête de la répression des fraudes diligentée par la ministre du commerce Olivia Grégoire.

**Un pays qui se paupérise**

L'inflation sur l'alimentation se traduit par une dégradation de la qualité de l'alimentation d'un grand nombre de nos concitoyens. Face à la hausse des dépenses contraintes et pré-engagées (loyers, factures, essence, forfait internet...), l'alimentation joue comme une variable d'ajustement dans des budgets de plus en plus serrés. En effet, alors qu'il est difficile de réduire son loyer, il est possible d'économiser sur son budget alimentation en prenant la marque du « dessous » ou en achetant moins de viande, de fromage ou de légumes frais et davantage de pâtes, de riz, de patates. Cette inflation accompagne et accélère la paupérisation de pans entiers de la population. Partout dans le pays, les associations d'aide alimentaire témoignent d'une demande croissante alors même que la quantité et la qualité des denrées qu'elles reçoivent des grandes surfaces se contractent. Partout dans le pays, les associations d'aide alimentaire témoignent d'une demande croissante alors même que la quantité et la qualité des denrées qu'elles reçoivent des grandes surfaces se contractent. Outre des files de plus en plus longues à l'aide alimentaire, d'autres signaux témoignent de la paupérisation du pays en matière alimentaire. La hausse des vols à l'étalage (+10 % en un an) dans les rayons des supermarchés en est un. L'annonce par Carrefour de l'ouverture en France d'un magasin Atacado en est un autre. Importés du Brésil, ces magasins-entrepôts proposent un nombre de références réduit et des gros volumes avec une mise en rayon sommaire en échange de prix cassés.

Si la descente en qualité de l'alimentation des Français aura probablement des conséquences négatives sur la santé, cette inflation aura peut-être également des effets néfastes pour l'environnement.

**L'inflation, frein ou accélérateur de la transition agricole et alimentaire ?**

Alors qu'il connaissait une croissance soutenue – passant de 4 à 12 milliards d'euros de volume de ventes entre 2010 et 2020 – le marché du bio, déjà fragilisé par le covid, a

connu en 2022 un réel décrochage avec une baisse de 7 à 10 % des ventes. En période d'inflation et de tension sur les budgets, le bio semble pâtir de son image de produits plus onéreux. Les grandes surfaces auraient leur part de responsabilité en réduisant la taille des rayons consacrés aux produits bio pour augmenter celle des produits low cost. Néanmoins, la hausse des prix n'est pas la seule coupable des difficultés rencontrées par le bio. En effet, sur le banc des accusés nous pouvons également citer la concurrence d'autres labels trompant les consommateurs tel que le label « Haute Valeur Environnementale » (HVE). Doté d'un cahier des charges très peu exigeant, en témoigne le rapport d'évaluation de l'Office français de la biodiversité qui appelle à réviser entièrement son référentiel, ce label est pourtant soutenu et mis en avant par le gouvernement. Accusé de greenwashing et de dupes le consommateur, un collectif d'associations et d'organisations professionnelles (FNAB, UFC Que Choisir, Agir pour l'environnement...) demande au Conseil d'Etat son interdiction. La préférence grandissante des consommateurs pour les produits locaux plutôt que pour les produits bio, alors même que le caractère local ne garantit malheureusement pas la qualité environnementale des produits, est également à citer. Les grandes surfaces réduisent la taille des rayons consacrés aux produits bio pour augmenter celle des produits low cost.

Si l'inflation met en difficulté les mangeurs, elle affecte également les agriculteurs et souligne la fragilité de notre modèle agricole. En effet, cette inflation est une conséquence de la sur-dépendance de notre système agro-industriel à l'énergie. Un rapport de l'inspection générale des finances publié en novembre 2022 explique ainsi que l'origine de l'inflation sur l'alimentation est à rechercher du côté de « la hausse du coût des intrants utilisés tout au long de la chaîne alimentaire ».

Par exemple, l'azote utilisé dans la production des engrais, connaît depuis plusieurs mois une augmentation constante, augmentation initiée avant même l'irruption de la guerre en Ukraine. Ainsi, entre avril 2021 et avril 2022, selon le cabinet Agritel, le prix de la tonne de solution azotée est passé de 230 € à 845 €. Mais la hausse des coûts de production pour les agriculteurs ne s'arrête pas là : hangars chauffés, congélation, importation en bateau de céréales pour l'alimentation animale, carburants pour les tracteurs connaissent des hausses de prix... Ainsi, entre février 2021 et février 2022, le prix des intrants (engrais, semences, carburants, aliments du bétail) a augmenté de 20,5 % en France. Le carton, utilisé pour l'emballage connaît lui aussi d'importantes hausses de prix causées par la tension générée par le développement de la vente en ligne.

Si cette période d'inflation et de crise de l'énergie est difficile pour les mangeurs, elle l'est également pour les agriculteurs qui voient leurs coûts de production augmenter. Assez logiquement, ce sont les systèmes de production les plus dépendants aux intrants qui sont les plus fragilisés par la hausse des coûts de production. Ces systèmes de production sont aussi souvent ceux à l'empreinte écologique et carbone la plus lourde et ils rémunèrent mal le travail des paysans. A l'inverse, les systèmes de production qualifiés « d'économiques et d'autonomes » semblent davantage résilients et rémunérateurs, comme en témoignent les analyses de l'observatoire technico-économique du Réseau Civam.

Par ailleurs, si les agriculteurs trinquent, certains acteurs ultra-dominants du secteur agricole vivent très bien cette période de crise et engendrent des profits records rappelant les surprofits réalisés par quelques grandes compagnies comme Total. Les quatre géants de la négoce du céréales, les « ABCD » (pour Archer-Daniels-Midland, Bunge, Cargill et Louis-Dreyfus) qui contrôlent 70 % à 90 % du marché mondial des céréales ont ainsi vu leurs profits exploser entre le premier semestre 2021 et le premier semestre 2022 (+17 % pour Bunge, +23 % pour Cargill et jusqu'à... +80 % pour Louis-Dreyfus).

**Protéger les consommateurs et les paysans**

Face à cette situation, le gouvernement se montre incapable

de protéger l'assiette des Français. A la difficulté croissante de nos compatriotes à accéder à une alimentation de qualité, le gouvernement se contente de débloquer des fonds – insuffisants – pour les associations d'aide alimentaire (60 millions d'euros pour un « fonds aide alimentaire durable », 10 millions d'euros pour la précarité alimentaire étudiante...). Or, financer l'aide alimentaire ne peut suffire puisque cela revient à financer un soutien de dernier recours, le dernier rempart avant la faim. Bref, il s'agit là d'un pansement sur une blessure non traitée.

La restauration collective, et en particulier la restauration scolaire, sont pourtant de véritables leviers d'accès à une alimentation de qualité pour des millions d'enfants. Malheureusement, celle-ci est mise en difficulté par la hausse des coûts d'un côté et l'austérité imposée par l'État sur les collectivités de l'autre. Si les cantines des grandes villes et des communes les plus riches ou celles ayant des approvisionnements plus locaux semblent mieux résister, les autres sont contraintes d'adopter diverses stratégies pour contenir la hausse des coûts dont certaines particulièrement pénalisantes. Ainsi, si des collectivités ont décidé d'augmenter le prix du repas comme pour les collégiens de l'Yonne, d'autres collectivités ont décidé de supprimer des éléments du menu. Ainsi, les enfants des écoles maternelles d'Aubergenville (11 000 habitants, Yvelines) se retrouvent privés d'entrée tandis qu'à été supprimé – selon les jours – l'entrée, le fromage ou le dessert des primaires de Caudebec-lès-Elbeuf en Seine Maritime.

Plus ambitieuse et issue des propositions de la Convention citoyenne pour le climat, la promesse d'Emmanuel Macron de créer un chèque alimentation durable se fait toujours attendre. Bien que limitée, la proposition de chèque alimentation aurait au moins eu le mérite de soutenir le budget alimentation de millions de Français et aurait traduit une certaine volonté du gouvernement sur cette question d'accès à l'alimentation.

Dans l'idéologie au pouvoir, l'action publique et les services publics se retrouvent remplacés par Super U et Carrefour. La dernière proposition du gouvernement de créer un panier anti-inflation témoigne cruellement de ce manque de volonté gouvernementale. Refusant une politique proactive et nécessairement coûteuse, le gouvernement préfère s'en remettre à la bonne volonté des grandes enseignes de supermarchés. Dans l'idéologie au pouvoir, l'action publique et les services publics se retrouvent remplacés par Super U et Carrefour.

De l'autre côté de la chaîne, concernant la politique agricole, pour protéger les gens et les paysans et accroître la résilience alimentaire de notre pays, la logique voudrait que le gouvernement cherche à développer des systèmes de production économes et autonomes, moins gourmands en intrants et moins sensibles aux perturbations internationales. Une voie trop peu suivie par le gouvernement qui préfère mettre des moyens pour accompagner la robotisation des champs et des campagnes.

Pourtant, la situation appelle à des solutions plus ambitieuses et systémiques pour garantir à tous les citoyens un droit à une alimentation choisie. Un collectif d'organisations travaille ainsi à dessiner une proposition de sécurité sociale de l'alimentation (SSA). L'objectif de cette proposition est de reprendre le contrôle de notre assiette en étendant la démocratie sur les questions d'alimentation. L'idée consiste à intégrer l'alimentation dans le régime général de la Sécurité sociale en respectant trois principes : l'universalité de l'accès, le financement par la cotisation et le conventionnement démocratique, c'est-à-dire l'établissement de la liste des produits pris en charge en fonction des lieux de production, de transformation et de distribution. Sur le modèle de la carte vitale qui permet à tous les citoyens de réaliser des dépenses de santé, une carte alimentation serait distribuée à tous les citoyens pour leur permettre d'acheter des produits conventionnés. Une proposition qui progresse : dans son dernier avis, le Conseil national de l'alimentation (CNA) appelle ainsi à son expérimentation.

## LIBYE

**Fitch Solutions prévoit un fort rebond de la croissance économique en 2023, à 19,7 %**

L'amélioration de la stabilité politique devrait créer une hausse des exportations de brut et une augmentation des dépenses publiques, avec des retombées positives sur l'économie non pétrolière.

Le PIB réel de la Libye devrait croître de 19,7 % en 2023, après une contraction de 12,9 % en 2022, grâce notamment à l'augmentation des exportations de pétrole, a estimé Fitch Solutions Country Risk & Industry Research dans un rapport publié mercredi 25 janvier.

« L'amélioration de la stabilité politique en Libye permettra une forte reprise de la production pétrolière, qui entraînera une augmentation des exportations de brut », souligne le rapport intitulé « Le rebond des exportations de pétrole génèrera une forte croissance en Libye en 2023 ».

« La position plus forte du gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli par rapport à son rival basé à Syrte devrait créer un environnement plus favorable, qui doit permettre une augmentation de 6,9 % de la production pétrolière et favoriser des exportations de brut, qui représente plus de 90 % des recettes du pays », a-t-on ajouté de même source.

Depuis février 2022, deux gouvernements se disputent la légitimité en Libye : celui de Tripoli mis en place dans le cadre d'un processus de paix parrainé par l'ONU, et un exécutif rival basé à Syrte et soutenu par le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen qui contrôle aussi une partie du sud du pays. Malgré de multiples offensives, ce dernier n'a pas jusqu'ici réussi à évincer le gouvernement en place à Tripoli. En 2022, des blocages répétés des terminaux pétroliers par des forces loyales au maréchal Khalifa Haftar avaient cependant provoqué une forte diminution de la production pétrolière et des recettes d'exportation de brut.

## MAROCGATE

**A quoi joue le Maroc ?**

*La chaîne de télévision franco-allemande de service public, Arte, vient de diffuser un reportage sur le scandale de corruption au Parlement européen qui "jette le soupçon sur tous ceux qui travaillent avec le Maroc", enfonçant davantage le Makhzen.*

Suite au scandale de corruption qui éclabousse le Parlement européen depuis décembre dernier, le média franco-allemand a diffusé un reportage intitulé "Marocgate : à quoi joue le Maroc ?" dans lequel il remet en question certaines décisions prises par l'Union européenne (UE), comme dans l'affaire Pegasus, les accords de pêche avec le Maroc ou encore concernant le respect des droits humains dans le royaume.

"Comment expliquer par exemple que l'affaire Pegasus ait été étouffée malgré le scandale ?", s'interroge Arte. "L'affaire Pegasus, c'est l'usage excessif par les autorités marocaines d'un logiciel d'espionnage vendu par (l'entité sioniste) a très peu d'Etats, le Maroc en a bénéficié et la justice a parlé de 100.000 personnalités qui ont été espionnées dont bien sûr des personnalités européennes, des parlementaires et des ministres", assure le directeur du Centre d'étude sur le monde arabe à Genève, Hasni Abidi.

"Evidemment, toutes les chancelleries occidentales ont tout fait pour étouffer cette affaire et certains parlementaires proches des autorités marocaines ont aussi tout fait pour que le Parlement européen ne condamne pas les pratiques marocaines en termes d'espionnage", a-t-il ajouté.

Concernant les accords de pêche avec le Maroc que le réalisateur du reportage audiovisuel qualifie d'"affaire embarrassante", Arte se demande pourquoi l'Europe les a signés "alors même qu'ils ne respectent pas la législation internationale et notamment l'autodétermination du Sahara occidental ?".

"Les discussions étaient assez dures, assez âpres, notamment parce que cet accord inclut le territoire du Sahara occidental, or l'Union européenne s'aligne en principe sur les points de vue internationaux notamment les Nations unies. On sait que dans le cadre de ces négociations, il y a eu un lobbying assez intense pour influencer les membres de ce Parlement", se rappelle Saskia Bricmont, députée européenne du groupe des Verts et membre de la délégation européenne pour les relations avec les pays du Maghreb.

"Avec du recul, l'apparition de ce scandale (Marocgate) et du lien évident avec le Maroc, il est vrai que cette assemblée (le Parlement européen, ndlr) n'a pas adopté avec évidence des résolutions d'urgence qui soient critiques vis-à-vis du Maroc depuis de nombreuses années", a constaté l'eurodéputée.

Pour ce qui est du respect des droits humains au Maroc, sujet "longtemps tabou" dans l'hémicycle européen, reconnaît le réalisateur du reportage, Arte affirme que "le temps de l'impunité (du Maroc) est révolu depuis la mi-janvier, quand les parlementaires européens ont adopté avec une majorité écrasante une résolution

condamnant les atteintes à la liberté d'expression au Maroc, en citant notamment le cas d'Omar Radi, un journaliste indépendant critique à l'égard du pouvoir et condamné à six ans de prison".

Cette condamnation "constitue un tournant dans la pratique du Parlement européen à l'égard du Maroc. Jamais auparavant, le Parlement européen n'a osé franchir ce cap, condamner publiquement et presque avec unanimité le Maroc", constate Hasni Abidi.

Très attristée par le scandale qui a nettement entaché la crédibilité de l'institution européenne, Nathalie Loiseau, députée du groupe Renew et membre de la délégation pour les relations avec les pays du Maghreb, déclare au début du reportage:

"Vous avez une majorité de parlementaires qui font leur travail de manière extrêmement sérieuse et intègre et qui sont comme moi en colère", ajoutant que si les faits sont confirmés au terme de l'enquête actuellement en cours à Bruxelles, "cela portera préjudice à notre volonté de travailler avec le Maroc".

Pour résumer l'état d'esprit qui règne actuellement au sein de l'hémicycle européen, Arte qualifie l'affaire "Marocgate" d'"embarrassante". "L'affaire est embarrassante parce qu'elle éclabousse le Parlement européen et jette le soupçon sur tous ceux qui travaillent avec le Maroc".

**Moody's dégrade la note souveraine de la Tunisie à « Caa2 » avec perspectives négatives**

Alors que la mise en œuvre des réformes économiques urgentes, dont la levée des subventions et la restructuration des entreprises publiques, rencontre une forte résistance de la part des syndicats, l'agence estime que le pays risque de faire un défaut de paiement sur sa dette. L'agence de notation Moody's a annoncé, dans un communiqué publié vendredi 27 janvier, la dégradation de la note souveraine de la Tunisie de « Caa1 » à « Caa2 », avec perspectives négatives. Cette dégradation est motivée par l'évaluation de Moody's selon laquelle l'absence de financement global à ce jour pour répondre aux importants besoins de financement du gouvernement augmente les risques de défaut de paiement à un point qui ne correspond plus à une notation Caa1.

« Un nouveau programme du FMI doit encore être sécurisé, malgré la signature d'un accord préliminaire en octobre 2022, ce qui aggrave une situation de financement déjà difficile et accentue les pressions sur l'adéquation des réserves de change de la Tunisie », a expliqué l'agence. « Si un financement important n'est pas assuré, la Tunisie risque un défaut de paiement sur sa dette », a-t-elle ajouté.

Moody's a également indiqué que les perspectives négatives sont liées aux retards dans la mise en œuvre des réformes et de la mobilisation des financements qui en dépendent. « De nouveaux retards prolongés dans la

mise en œuvre d'un nouveau programme de réformes convenu avec le FMI éroderaient les réserves de change par le biais de prélèvements pour le paiement du service de la dette, exacerbant ainsi les risques sur la balance des paiements et la probabilité d'une restructuration de la dette qui entraînerait des pertes pour les créanciers privés », a-t-elle souligné.

L'agence a par ailleurs indiqué que les risques pesant sur le profil de crédit de la Tunisie resteront orientés à la baisse, même dans le cadre d'un éventuel accord avec le FMI, notant que « les perspectives de financement restent tributaires de la mise en œuvre rapide et soutenue de réformes qui s'avèrera difficile face aux faiblesses de la gouvernance et à l'exposition aiguë aux risques sociaux ».

La Tunisie a conclu en octobre dernier un accord préliminaire avec le FMI sur un programme d'aide de 1,9 milliard \$ sur quatre ans, en contrepartie de réformes portant notamment sur la levée progressive des financements, la restructuration des entreprises publiques et le gel de la masse salariale dans le secteur public. Mais les autorités peinent cependant à mettre en œuvre ces réformes, en raison notamment de profonds désaccords avec les syndicats dans un contexte de crise politique et d'envolée de l'inflation.

**AU TITRE DU MÉCANISME ÉLARGI DE CRÉDIT****Le FMI accorde à la Mauritanie 86,9 millions de dollars**

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé des accords d'une durée de 42 mois au titre du mécanisme élargi de crédit et de la facilité élargie de crédit en faveur de la Mauritanie, pour un montant de 86,9 millions de dollars. La décision du conseil d'administration permet un décaissement immédiat de 21,7 millions de dollars.

Le programme de réforme des autorités mauritaniennes, appuyé par le FMI, comporte une série de mesures visant à préserver la stabilité macroéconomique, à renforcer les cadres de politique budgétaire et monétaire et à améliorer la gouvernance, afin de consolider

les bases d'une croissance durable et inclusive et de réduire la pauvreté.

La croissance économique de la Mauritanie s'est accélérée en 2022, tirée principalement par les secteurs extractifs. L'inflation devrait se stabiliser à environ 11% reflétant la politique monétaire restrictive menée par la Banque centrale de Mauritanie.

Le programme de réforme économique de la Mauritanie, appuyé par les accords avec le FMI, vise à préserver la stabilité macroéconomique, à renforcer les cadres de politique budgétaire et monétaire, à consolider les bases d'une croissance durable et inclusive et

à réduire la pauvreté.

Suite aux délibérations du conseil d'administration, M. Kenji Okamura, directeur général adjoint et président par intérim, a déclaré : « Une riposte résolue à la pandémie de COVID-19 et un soutien financier international conséquent ont placé la Mauritanie sur la voie de la relance. Grâce à des mesures judicieuses, au soutien des bailleurs de fonds et au prix favorable du minerai de fer, les réserves internationales se sont accumulées, et le solde budgétaire a enregistré un excédent.

## A UN COÛT COMPÉTITIF PAR RAPPORT AU PÉTROLE

# L'Afrique peut produire 50 millions de tonnes d'hydrogène vert par an

*En exploitant son énorme potentiel solaire, le continent pourrait produire de l'hydrogène vert à faible coût et à grande échelle pour répondre à la demande locale et devenir un acteur majeur sur le marché mondial des énergies décarbonées.*

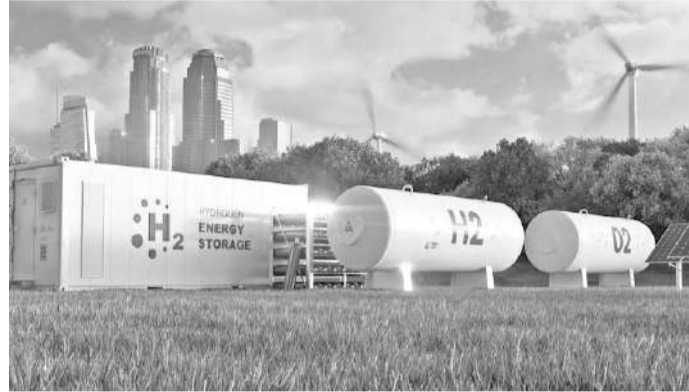
L'Afrique a la capacité de produire 50 millions de tonnes d'hydrogène vert chaque année d'ici 2035 à un coût compétitif par rapport au pétrole grâce à l'exploitation de son potentiel solaire inégalé, selon un rapport publié le 21 décembre dernier par la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Alliance solaire internationale et l'Union africaine. Le rapport souligne que cette quantité considérable d'hydrogène décarboné peut être produite dans trois hubs africains : le Nord-ouest de l'Afrique (Maroc et Mauritanie), l'Égypte et l'Afrique australe (la Namibie et l'Afrique du Sud). L'installation de 1230 gigawatts de capacités solaires dans ces trois hubs devrait permettre de produire de l'hydrogène vert à un coût économiquement viable estimé à moins de 2 euros (1 euro = 1,08 dollar) par kg.

Dans le détail, le prix de l'hydrogène propre produit en Afrique devrait varier entre 1,55 et 1,90 euro par kg aux points de livraison, soit un niveau équivalent à un baril de pétrole Brent situé dans une fourchette de prix allant de 79 à 96 euros.

Le rapport révèle également que la production à grande échelle de l'hydrogène vert en Afrique, qui nécessitera des investissements globaux de 1000 milliards de dollars, pourrait à la fois satisfaire une grande partie de la demande locale et positionner l'Afrique en tant qu'exportateur majeur de cette énergie propre. Décarboner les industries lourdes sur le continent Un niveau de production de 50 millions de tonnes d'hydrogène vert par an fournirait en effet 7 exajoules d'énergie aux marchés africains, soit plus d'un tiers de la consommation totale du continent (19,9 exajoules en 2021), tout en permettant aux pays producteurs d'écouler 25 millions de tonnes sur les marchés mondiaux de l'énergie. Ce volume exporté représente 15 % du gaz actuellement utilisé dans l'Union européenne.

Des investissements massifs dans l'hydrogène vert devraient aussi permettre de décarboner les industries lourdes sur le continent (engrais, acier, exploitation minière etc.), évitant ainsi le rejet de 500 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an.

Le rapport souligne d'autre part que le développement d'une in-



dustrie florissante de l'hydrogène vert en Afrique pourrait avoir d'importantes retombées économiques. Outre la création massive d'emplois permanents de qualité tout au long de la chaîne de valeur, le secteur est en mesure d'accroître le PIB des cinq pays producteurs sélectionnés (Mauritanie, Maroc, Égypte, Afrique du Sud et Namibie) d'environ 40 milliards d'euros par an.

Grâce aux stations de dessalement d'eau de mer, la filière hydrogène contribuerait par ailleurs à la production de 3500 millions de m<sup>3</sup> d'eau douce chaque année dans des zones régulièrement touchées par le stress hydrique.

Le rapport fait cependant remarquer que trois facteurs doivent être réunis pour permettre la production de 50 millions de tonnes d'hydrogène vert par an en Afrique d'ici 2035 : l'élaboration de programmes nationaux de planification, de réglementation et d'incitation en vue de mobiliser les investissements du secteur privé ; le lancement de projets pilotes pour démontrer le succès de la production, du stockage, de la distribution et de l'utilisation de l'hydrogène vert ; et le recours à des partenariats fondés sur le marché pour favoriser la demande et la consommation d'hydrogène vert à grande échelle aux niveaux national et international et pour renforcer la coopération en vue de concevoir, de financer, de construire et d'exploiter des infrastructures nécessaires.

## RAPPORT

### Les revenus du commerce électronique en Afrique dépasseront 46 milliards \$ en 2025

Stimulé par les restrictions de mouvement causées par la pandémie de Covid-19, le marché africain du commerce électronique devrait croître davantage au cours des prochaines années. L'assèchement attendu des financements pourrait cependant provoquer un mouvement de concentration dans ce secteur très fragmenté.

Les revenus du commerce électronique en Afrique dépasseront 46 milliards de dollars en 2025 contre 28 milliards en 2021 et 7,7 milliards en 2020, a indiqué le cabinet de conseil en économie numérique TechCabal Insights dans un rapport publié fin 2022.

Intitulé « L'avenir du commerce : Rapport sur les tendances 2023 », le rapport révèle que le nombre d'acheteurs en ligne sur le continent devrait dépasser de 500 millions en 2025 contre environ 139 millions en 2017.

Avec des ventes qui passeront de 8,2 milliards de dollars en 2021 à 13,4 milliards de dollars en 2025, le segment des articles de mode sera le moteur de la croissance des revenus du commerce électronique sur le continent au cours des prochaines années.

Viennent ensuite les segments de l'électronique & médias, dont les ventes atteindront 11,2 milliards de dollars en 2025 contre 7,5 milliards en 2021, des jouets & loisirs, des meubles et appareils et de l'alimentation et soins personnels.

TechCabal Insights souligne d'autre part que plusieurs start-ups africaines spécialisées dans le e-commerce à l'instar de Konga, Jumia et Takealot, devront faire face à une rude concurrence à partir de 2023, en raison de l'arrivée d'un géant du secteur sur le continent. Le mastodonte américain Amazon, dont les ventes avaient avoisiné les 500 milliards de dollars en 2021, a en effet décidé de lancer cette année sa plateforme de commerce électronique au Nigeria et en Afrique du Sud.

## OR, ARGENT, PLATINE, MÉTAUX PRÉCIEUX

### Les prévisions de prix pour 2023

Outre l'offre et la demande, les prix des principaux métaux précieux dépendront fortement de l'évolution du dollar. Une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine pourrait affaiblir le billet vert et profiter à l'or, l'argent et le platine dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et économiques.

Le ralentissement prévu de l'économie mondiale, la poursuite du conflit russo-ukrainien et les niveaux d'inflation élevés devraient impacter négativement les prix de la plupart des métaux précieux en 2023, mais une éventuelle inversion de la politique monétaire américaine et l'affaiblissement du dollar qui en résulterait pourraient doper les cours de l'or, de l'argent et du platine, a estimé le négociant Heraeus Precious Metals dans un rapport publié le mois passé.

Le rapport souligne que les taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) vont probablement continuer à augmenter, même si le resserrement de la politique monétaire sera moins agressif que celui observé en 2022 puisque l'inflation a tendance à refluer et que l'économie américaine montre des signes de ralentissement. Mêmes minimes, des hausses des taux d'intérêt aux États-Unis rendront le dollar plus fort et ne seront pas favorables aux cours de l'or.

Des taux d'intérêt plus élevés améliorent en effet le rendement de certains produits financiers comme les obligations, détournant les investisseurs de l'or. Comme le métal jaune n'a pas de rendement (il ne produit pas d'intérêts et ne génère pas de dividendes), il devient automatiquement moins intéressant pour les investisseurs.

Mais le ralentissement de l'inflation observé ces derniers mois aux États-Unis et la détérioration des perspectives de croissance de la première économie mondiale pourraient provoquer un changement de la politique monétaire de la Fed, qui passerait de la hausse au maintien, voire à la baisse des taux. Suite à un éventuel coup de mou du billet vert, le rendement des obligations chuterait, ce qui permettrait à l'or de retrouver son statut de valeur refuge dans un marché désorienté par de nombreuses incertitudes géopolitiques et économiques. Compte tenu de ces divers facteurs, Heraeus Precious Metals s'attend à ce que les prix de l'or évoluent dans une fourchette

allant de 1620 à 1920 dollars par once troy sur l'ensemble de l'année en cours.

Pour l'argent, une hausse modérée de la demande des smartphones devrait soutenir les prix en 2023. Les expéditions de smartphones devraient augmenter de 5 % cette année par rapport à 2022, pour atteindre 1,3 milliard d'unités, avec davantage de ventes d'appareils compatibles avec la 5G.

En outre, la demande d'argent par l'industrie photovoltaïque devrait augmenter fortement en 2023, mais celle de bijoux en argent devrait diminuer par rapport à 2022. Cependant, la hausse prévue de la production minière de l'argent limitera le potentiel de hausse du prix du métal gris. Le rapport fait également remarquer que l'éventuel recours de la Réserve fédérale américaine à une politique monétaire expansionniste pourrait constituer un facteur haussier pour l'argent, dont les cours devraient évoluer dans une fourchette comprise entre 17 et 25 dollars par once troy.

Coup de froid sur le palladium, le rhodium et le ruthénium De son côté, le platine dont les cours ont diminué en 2022 en raison notamment de l'appréciation du dollar face au rand sud-africain devrait bénéficier d'un probable affaiblissement du billet vert.

L'offre de ce métal utilisé dans les pots catalytiques des véhicules, mais aussi en bijouterie, en horlogerie et dans les équipements de laboratoire sera excédentaire en 2023 grâce à une hausse de 6% de la production. Les prix du platine fluctueront ainsi entre 800 et 1150 dollars par once troy cette année.

Les analystes de Heraeus Precious Metals sont plus sceptiques concernant le palladium en 2023. Les prix de métal devraient subir à la fois les effets néfastes d'une offre excédentaire et d'une baisse de la demande dans l'industrie automobile, qui absorbe habituellement plus de 80 % de la production. La perte de parts de marché des moteurs à combustion au profit des véhicules électriques à batterie effacera en effet les gains issus de la reprise attendue de la production de véhicules légers. Bien qu'elles soient improbables, des sanctions contre la Russie et ses exportateurs de matières premières pourraient toutefois engendrer une hausse des prix du palladium, dont les prix devraient

évoluer dans une fourchette allant de 1300 à 2250 dollars par once.

xx

Pour porter les ambitions du groupe BCP à Maurice Un nouveau logo pour accélérer l'agenda stratégique de BCP Bank

BCP Bank (Mauritius), filiale du Groupe BCP, annonce l'évolution de son identité de marque en cohérence avec la nouvelle charte graphique de la maison mère. Ce changement de logo est l'aboutissement d'un processus qui a pour but d'accélérer l'agenda stratégique de BCP Bank (Mauritius), en phase avec les ambitions et les engagements du groupe BCP à Maurice. Avec son ouverture continue à de nouveaux pays, métiers, et technologies, le groupe BCP vit une transformation en profondeur qui a nécessité une évolution de son identité de marque afin de garantir une visibilité et une communication homogènes pour l'ensemble de ses entités.

Par conséquent, BCP Bank (Mauritius) adopte progressivement un nouveau logo à compter de fin Janvier 2023 pour arborer fièrement son identité visuelle.

Pierre angulaire de l'identité de marque du groupe, le logo évolue pour rendre le nom de la Banque plus visible et plus puissant, tout en confortant ses fondamentaux portés par l'emblème historique : le cheval. Celui-ci est mis en perspective dans un cercle qui évoque l'univers digital, dans lequel notre groupe s'est résolument engagé en apportant des solutions innovantes. Cette forme ronde renvoie également au globe terrestre, symbole de l'ouverture du groupe à l'international.

Le déploiement de la nouvelle charte graphique est l'occasion de rappeler les perspectives de développement et la stratégie de BCP Bank (Mauritius).

Tout en maintenant sa présence sur les segments de marchés domestiques du Corporate et du Retail Premium, BCP Bank (Mauritius) axe davantage son développement sur ses activités de Trade Finance, le Global Business et les financements transfrontaliers, ainsi que la Gestion Privée.

**Les Enjeux**  
*Eco*

**Publicité**

**Appelez le**

**06 98 16 55 54**

## POUR SOUTENIR L'INDUSTRIE

**Bruxelles veut faciliter les aides d'Etat dans l'UE**

*Bruxelles va proposer mercredi de faciliter les aides d'Etat dans l'UE pour soutenir la transition verte des industriels européens menacés par les subventions américaines de l'administration Biden, la flambée des prix de l'énergie et la concurrence déloyale venue de Chine.*

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, détaillera en début d'après-midi différentes pistes qui seront débattues lors d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE les 9 et 10 décembre à Bruxelles, avant des décisions en mars.

"La Commission souhaite accorder aux Etats membres plus de flexibilité dans l'octroi d'aides" aux entreprises impliquées dans les énergies renouvelables (solaire, éolien...) et la décarbonation de l'industrie (hydrogène, électrification, efficacité énergétique...), stipule un document de travail de l'exécutif européen, consulté par l'AFP.

Certains investissements dans de nouvelles usines pourront être soutenus notamment par des "avantages fiscaux". Cette proposition, défendue par Paris et Berlin, est controversée parmi les Vingt-Sept, et au sein même de la Commission.

Le carcan des subventions nationales est déjà assoupli depuis le début de la pandémie en 2020. L'ouvrir encore risque de profiter aux grands pays riches, essentiellement l'Allemagne et la France, qui pourraient favoriser de façon excessive leurs entreprises au détriment de leurs concurren-

tes de l'UE.

Ces deux pays ont représenté respectivement 53% et 24% des aides d'Etat notifiées depuis mars 2022 dans le cadre d'un assouplissement lié à la guerre en Ukraine, contre seulement 7% pour l'Italie, en troisième position.

"La compétitivité de l'UE (...) ne peut pas être construite sur des subventions non ciblées permanentes ou excessives", ont averti les ministres des Finances de sept pays membres, dont l'Autriche, le Danemark et la Finlande, dans une lettre commune.

Pour atténuer le risque de fragmentation du marché unique, d'autres, France et Italie en tête, réclament de nouveaux financements communs. Mme von der Leyen a promis en janvier de travailler à l'instauration d'un fonds de souveraineté européen, qui permettra "à moyen terme" d'investir dans la recherche ou le capital d'entreprises stratégiques.

"Réduire la bureaucratie" Mais l'idée est rejetée par plusieurs pays comme l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Suède, hostiles à toute augmentation de leur contribution au budget de l'UE. Sur ce sujet aussi, le débat s'annonce vif. "On peut faire de la politique économique sans dépenser

d'argent", a souligné cette semaine le ministre allemand des Finances Christian Lindner qui propose plutôt de "réduire la bureaucratie".

A court terme, la Commission n'envisage aucun nouveau financement de l'UE.

Elle table sur la mobilisation des fonds existants, notamment le plan de relance européen à 800 milliards d'euros (NextGenerationEU), avec éventuellement des redéploiements pour augmenter la part actuellement consacrée à la transition verte (250 milliards d'euros).

Bruxelles prévoit aussi une nouvelle législation qui permettra de fixer des objectifs de production dans des secteurs clés pour la souveraineté européenne, de soutenir des projets impliquant plusieurs pays européens, en accélérant et simplifiant les autorisations et financements.

Mme von der Leyen a été mandatée en décembre par les dirigeants des Vingt-Sept pour étudier une réponse au plan d'aide protectionniste à 370 milliards de dollars décidé par l'administration américaine l'été dernier. Il réserve par exemple aux véhicules électriques sortis d'usines nord-américaines le bénéfice de primes à l'achat.

Bruxelles et Washington sont

engagées dans des négociations pour éliminer les mesures les plus contestées, mais, consciente que les résultats seront limités, l'UE est bien décidée à mettre son propre plan sur la table.

Les entreprises européennes sont déjà dans une situation difficile. Elles doivent affronter une flambée de leurs factures énergétiques, alors que la guerre en Ukraine a privé l'UE de son accès au gaz russe bon marché. Elles souffrent en outre depuis des années des pratiques déloyales de la Chine.

Luca de Meo, directeur général de Renault et président de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), a souhaité mardi "une politique industrielle ambitieuse" soulignant que la filière, engagée dans la révolution de l'électrification, "perdait progressivement du terrain par rapport à ses principaux concurrents mondiaux".

"Les mots et les bonnes idées doivent maintenant être rapidement suivis d'actions concrètes", a souligné Fredrik Persson, président de l'organisation patronale européenne BusinessEurope, qui réclame un allègement des réglementations pesant sur les entreprises de l'UE.

## FRANCE

**L'électricité plus chère de 15%**

"Trop cher" pour les ménages modestes, un moindre mal pour le gouvernement grâce au bouclier tarifaire: le tarif de l'électricité augmente mercredi de 15% en France pour plus de 20 millions de foyers, un mois après une hausse similaire du tarif du gaz.

A partir de 2021, et surtout après l'invasion russe en Ukraine, les cours de l'énergie ont atteint des niveaux jamais vus dans l'histoire moderne en Europe. De nombreux États ont subventionné les prix aux particuliers pour leur éviter des factures chocs, la France tranchant pour une augmentation limitée à 15% cette année, jusqu'au 30 juin au moins.

Dans l'arrière-pays varois, Jeanne, 76 ans, a décidé de ne plus allumer son chauffage d'appoint électrique: "C'est trop cher. J'ai peur d'avoir une mauvaise surprise sur ma facture en fin d'année".

Cette retraitée, propriétaire, qui touche le minimum vieillesse, n'allume sa pompe à chaleur que deux jours par semaine, "pour chasser l'humidité de la maison" et empile les pulls "pour tenir le coup".

Une hausse de 15% des tarifs réglementés, "ça reste un bouclier", a fait valoir la présidente de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) Emmanuelle Wargon fin décembre.

Sans le bouclier tarifaire financé par l'État, l'électricité aurait dû augmenter de 99,22% TTC, selon le barème rendu public en janvier par la CRE et fixé en fonction des coûts de fourniture de l'électricité sur les marchés de gros.

Mercredi, la hausse concernera dans l'Hexagone 20,54 millions de foyers et 1,45 million de petits professionnels, ainsi que la Corse et l'Outre-mer.

Parmi eux, Catherine Richard, près de Verdun, a décidé de passer le tarif d'une nuit dans son gîte de 120 à 170 euros jusqu'à la fin de l'hiver: "On préfère n'avoir personne plutôt que de remplir la cuve à fioul", a-t-elle dit à l'AFP.

"Les nouveaux prix seront répercutés sur la facture chaque mois", précise EDF à l'AFP. Pour les clients qui ne veulent pas modifier leurs mensualités, une régularisation en fin d'année sera appliquée.

"Parce que la part des dépenses de transport et de logement est un peu plus élevée dans leur panier de consommation, les ménages avec les revenus les plus bas subissent plus fortement la hausse des prix de l'énergie", a souligné à plusieurs reprises l'Insee.

Les tarifs de l'électricité étaient gelés en France depuis le 1er février 2022, date à laquelle ils avaient augmenté de 4%, en vertu du "bouclier tarifaire" annoncé en octobre 2021 par le gouvernement d'alors. Au total, ce tarif a donc augmenté de 19,6% depuis 2021.

La subvention publique, pour le gaz et l'électricité, coûtera 46 milliards d'euros à l'Etat en 2023, selon Bercy mardi.

**L'industrie helvétique ralentit en janvier**

L'industrie suisse a ralenti en janvier, tant au niveau de la production que des entrées de commandes. La majeure partie des entreprises notent cependant une amélioration au niveau de la chaîne d'approvisionnement et des prix des intrants.

L'indice suisse des directeurs d'achat (PMI) a ainsi reculé de 5,2 points sur un mois à 49,3 points, glissant ainsi en-dessous du seuil de croissance, défini à 50 points. Sur un an, le repli s'inscrit même à 14,4 points, indique mercredi Credit Suisse et Procure.ch. "Pour la première fois depuis juillet 2020, le PMI se retrouve sous le seuil de croissance. (...) La perte de dynamisme de l'industrie, observée depuis l'automne 2021, se traduit maintenant en une véritable baisse", font re-

marquer les auteurs du relevé mensuel. Les chiffres de janvier sont nettement inférieurs aux attentes des économistes sondés par l'agence AWP. Ces derniers anticipaient un indice PMI dans l'industrie entre 52,0 et 54,3 points. Au niveau des sous-composants de l'indice, la production a reculé à 49,1 points, une première depuis l'été 2020. Les entrées de commandes se sont contractées davantage à 43,3 points (-7,4 points), ce qui laisse augurer une faible production au cours des prochains mois. "Etant donné le bas niveau des carnets de commandes, les sociétés achètent moins d'intrants et la constitution des stocks ralentit", indique le communiqué. Des éclaircies sont cependant à ob-

server du côté des prix. Presque deux tiers des sociétés interrogées ont relevé que les prix d'achat pour les intrants, après une envolée en 2022, ont diminué ou sont restés stables. En outre 90% des firmes ne sont plus confrontées à des longs délais de livraison, comme c'était le cas auparavant. Par ailleurs, la situation sur le marché du travail demeure bonne. Uniquement 6% des sociétés ayant pris part au sondage réduisent leurs effectifs tandis que presque un quart les renforcent.

**Rebond des services**

L'évolution est différente dans le secteur des services. Le PMI pour les services a retrouvé des couleurs en janvier et s'est étoffé de 7,2 points sur

un mois à 56,7 points. En comparaison annuelle, l'indicateur est quasi-stable (+0,3%).

Le PMI de services étant beaucoup plus volatile en glissement mensuel, la hausse ne doit cependant pas être surinterprétée, avertissent les auteurs de l'étude. "Dans l'ensemble, la croissance du secteur des services décélère mais reste positive." Le taux d'occupation et les commandes se sont étoffés le mois dernier. Cependant environ 50% des entreprises restent confrontées à des hausses de prix au niveau des achats mais uniquement 20% relèvent par après leurs tarifs, ce qui pèse sur les marges.

Dans les services, le consensus AWP était attendu entre 48 et 51 points.

## ALLEMAGNE/PMI

**Amélioration des perspectives mais baisse des commandes**

Le secteur de l'activité manufacturière allemande a démarré janvier avec des perspectives légèrement meilleures pour cette année dans un contexte d'atténuation des pressions inflationnistes et d'amélioration sur les chaînes d'approvisionnement mais les commandes nouvelles continuent de baisser, montrent mercredi les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de S&P Global auprès des directeurs d'achats. L'indice PMI sectoriel est ressorti

le mois dernier à 47,3 après 47,1 en décembre. Une première estimation pour janvier l'avait donné à 47,0, sous le seuil des 50 séparant contraction et expansion de l'activité.

Il s'agit du troisième mois consécutif d'amélioration, même si cette tendance à la hausse s'est quelque peu essouffée en janvier. Le principal frein dans le secteur reste les nouvelles commandes, même si la baisse de sous-indice s'est également atténuée pour le troisième

mois d'affilée.

La situation actuelle de la demande dans le secteur suscite des inquiétudes persistantes, mais les entreprises abordent l'année avec un optimisme prudent, a expliqué Phil Smith, directeur associé chez S&P Global Market Intelligence. "Les fabricants allemands sont désormais prudemment optimistes quant aux perspectives de croissance au cours de l'année à venir, davantage d'entreprises s'attendant à une augmentation de la

production plutôt qu'à une baisse pour la première fois depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie", a-t-il dit.

Le sous-indice mesurant les perspectives de production s'est amélioré à 53,5 en janvier, revenant en territoire positif pour la première fois depuis février 2022, mois de la guerre en Ukraine, contre 48,8 en décembre.

## CAC40

## Incertitude avant la décision des banques centrales

En France, l'inflation est repartie à la hausse en janvier mais est ressortie conforme aux attentes (+6% après +5,9%). Sur un an, l'indice des prix à la consommation harmonisée, qui permet la comparaison avec les autres pays européens, augmenterait de 7% en janvier après une progression de 6,7% en décembre. Il est conforme aux prévisions.

Les dépenses de consommation des ménages en biens ont enregistré un recul inattendu en décembre (-1,3% contre un consensus de +0,2% et après +0,6% en novembre). Cette baisse s'explique par la diminution de la consommation en produits alimentaires (-1,7%) et en biens fabriqués (-1,7%). La consommation en énergie des ménages a quant à elle augmenté de 0,7%.

Selon la toute première estimation de l'Insee, au 4ème trimestre 2022, la croissance du PIB par rapport au trimestre précédent a ralenti de nouveau, à +0,1% en volume après +0,2%. En moyenne sur l'année 2022, le PIB a augmenté de 2,6% (après +6,8% en 2021 et -7,9% en 2020).

En Allemagne, les ventes au détail ont baissé plus que prévu en décembre (-5,3% contre un consensus de -0,2%) et le taux de chômage est resté stable à 5,5% en janvier pour le sixième mois d'affilée.

Le spécialiste du petit électroménager et des articles culinaires Seb (+7,94% à 95,85) a réalisé en 2022 des ventes en recul de 1,2% à 7,96 MDE. « L'activité du groupe a bien résisté dans la plupart des zones géographiques dans lesquelles il opère, et le 4ème trimestre a affiché une tendance d'activité légèrement plus favorable ».

Le groupe qui fournit des solutions de location-entretien d'articles textiles, d'hygiène et de bien-être, présent en Europe et en Amérique latine Elis (+1,58% à 16,1) a publié un chiffre d'affaires annuel 2022 « record », à 3,82 MDE.

Technip Energies (+0,96% à 17,805) a remporté un contrat d'ingénierie d'avant-projet détaillée (FEED) pour le plus grand projet d'hydrogène bas-carbone au monde pour ExxonMobil au Texas.

Lumibird (-3,6% à 18,2) a dévoilé un chiffre d'affaires 2022 en hausse de 18% à 191 ME. Le spécialiste européen des technologies laser a enregistré un nouveau record au 4ème trimestre avec un chiffre d'affaires de 66 ME, en augmentation de 32%.

La biotech Valbiotis (+1,62% à 4,38) a annoncé les résultats positifs de l'étude clinique de biodisponibilité et de mode d'action menée sur Totum 854 contre l'hypertension artérielle, premier facteur de risque cardiovasculaire dans le monde.

Jefferies a abaissé sa recommandation sur Ubisoft (-1,59% à 18,93) d'Achat à Sous-performance et ramené son objectif de cours de 52 à 17 euros.

HSBC a revu à la baisse sa recommandation sur La Française des Jeux (-3,7% à 39,25) de Conserver à Alléger. Barclays a relevé son conseil suit TF1 (+1,66% à 7,35) de Sous-pondérer à Pondération en ligne et porté son objectif de cours de 6,5 à 8 euros.

L'indice CAC40 a ainsi gagné 0,02% à 7.082,42 points dans un volume en hausse à 7,734 MDE échangés.

FACE À UNE INFLATION ET DES TAUX DURABLEMENT ÉLEVÉS  
L'UE teste la résistance des banques

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a lancé mardi un test de résistance pour vérifier la solidité des banques commerciales du bloc communautaire face à une inflation prolongée et des taux d'intérêt élevés pendant longtemps, à deux jours de la réunion de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui devrait se solder par une nouvelle hausse du coût du crédit.

Ce test, réalisé tous les deux ans, doit prendre en compte l'évolution de l'environnement macroéconomique depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a contribué à accélérer la hausse des prix en Europe à des sommets sans précédent depuis des décennies, tandis que les taux d'intérêt ont été relevés à un rythme soutenu pour juguler l'inflation.

Le précédent test, en 2021, s'inscrivait dans un contexte de taux d'intérêt "bas pour une longue durée".

Le nouveau test, le plus vaste à ce jour, se base sur une interruption par la Russie de ses derniers approvisionnements en gaz à l'Union européenne, ce qui ferait bondir les prix de l'énergie et pousserait l'inflation dans le bloc à 9,7%, contre un pic à 10,6% en oc-

tobre dernier. Les tests de résistance sont devenus une pratique courante à laquelle les banques doivent se soumettre depuis leur renflouement à la suite de la crise financière mondiale de 2008.

Selon l'ABE, le nouveau test, élaboré avec l'aide de la BCE, couvre 70 banques de l'Union, soit 20 de plus qu'en 2021, représentant 75% du total des actifs bancaires du bloc.

"Le test imagine un scénario défavorable lié à une hypothétique importante aggravation des tensions géopolitiques, accompagnée d'une hausse des prix des matières premières et d'une résurgence de l'épidémie de COVID-19", écrit l'ABE dans un communiqué.

Cela se traduirait par une baisse de 6% du

PIB, une flambée du chômage, une chute des prix de l'immobilier, des coupures d'approvisionnement en gaz, ainsi qu'une inflation et des taux d'intérêt élevés persistants sur une période de trois ans, jusqu'en 2025.

Les résultats par banque, qui ne feront pas mention d'une réussite ou d'un échec à ce test, seront publiés à la fin du mois de juillet.

Ce test contraste avec les perspectives actuelles de la BCE, qui prévoit une baisse de l'inflation à 6,3% cette année et à 3,4% l'an prochain. La BCE prévoit également une accélération de la croissance économique, qui passerait de 0,5% cette année à 1,9% en 2023.

## L'optimisme de retour en Europe avant l'inflation et la Fed

Les principales Bourses européennes évoluent en hausse modérée jeudi en matinée, soutenues par la perspective d'une accalmie sur les taux d'intérêt après le ralentissement de la hausse des salaires aux Etats-Unis alors qu'un communiqué de la Réserve fédérale (Fed) est attendu dans la soirée. Pour la première séance du mois de février après un mois de janvier euphorique, le CAC 40 à Paris prend 0,19% à 7.096,11 vers 08h25 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,28% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,13%.

L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,32%, le FTSEurofirst 300 de 0,25% et le Stoxx 600 de 0,37%. La progression en Europe s'ins-

crit dans la continuité de Wall Street qui a bénéficié la veille de données sur les coûts de la main d'œuvre qui montrent un ralentissement de la hausse des salaires, alimentant l'espoir que la Fed pourrait annoncer à 19h00 GMT, à l'issue de sa réunion de deux jours, que la fin du cycle du relèvement du coût du crédit, entamé en mars dernier, est désormais proche.

Sur l'ensemble du mois de janvier, le Nasdaq a enregistré une hausse de 10,7%, la plus forte depuis juillet dernier, tandis que le S&P-500 a progressé de 6,2%, sa première sur un mois de janvier depuis 2019. Le Dow Jones a pris pour sa part 2,83% en janvier.

Le regain d'optimisme sur les marchés d'actions sera toutefois

mis à l'épreuve de la publication des chiffres de l'inflation en zone euro à 10h00 GMT et des indices PMI manufacturiers en Europe et aux Etats-Unis.

En attendant, une nouvelle série de résultats anime les échanges, avec notamment GlaxoSmith-Kline (GSK), qui prend 0,33% après l'annonce d'un bénéfice et d'un chiffre d'affaires meilleurs que prévu au quatrième trimestre.

Toujours dans le secteur pharmaceutique, Novartis reflue de 1,41% après une stagnation de son résultat d'exploitation en 2022, tandis que Novo Nordisk gagne 2,33%, le laboratoire danois prévoyant une croissance de ses ventes en devises locales entre 13% et 19% cette année.

Dans le secteur bancaire, BBVA avance de 1,37% à la faveur d'une hausse de 17,6% de son bénéfice net au quatrième trimestre, tandis que Raiffeisen Bank International (RBI), l'une des banques européennes les plus exposées à la Russie, recule de 0,97% après ses comptes trimestriels.

A Londres, Vodafone fléchit de 2,88%, le ralentissement au troisième trimestre de la croissance des revenus de l'opérateur télécoms étant sanctionné.

A Paris, Orpea plonge de 29,35% après l'annonce d'un accord de principe sur un plan de restructuration financière du groupe de gestion de maisons de retraite. Son concurrent Korian perd 0,67%.

## MARCHÉ

## Pourquoi la chute en bourse d'Orpea après sa prise de contrôle par la CDC ?

Orpea est en baisse après l'annonce d'un accord de principe sur sa restructuration financière. A l'issue de cette opération, la Caisse des dépôts prendra le contrôle du groupe de maisons de retraite. Le sauvetage d'Orpea entraînera une dilution massive pour les actionnaires existants. Suspendue depuis lundi, la reprise de cotation du titre Orpea a été mouvementée. L'exploitant des maisons de retraite a chuté de plus de 30% dans les premiers échanges à la Bourse de Paris après l'annonce d'un accord de principe sur sa restructuration financière. Le titre ne cède plus que 6% à 6,694 euros, vers 10h00. La Caisse des dépôts va bien prendre le contrôle du groupe de maisons de retraite en difficulté, confirmant ainsi les informations de Liberation mardi.

Cette prise de contrôle fait suite à un "accord de principe" signé avec certains de ses créanciers et un groupement d'investisseurs mené par la Caisse des dépôts (CDC), accompagnée d'assureurs, parmi lesquels CNP Assurances et les mutuelles

Maif et Mascf, afin de rétablir les finances d'Orpea. Cet accord de principe prévoit d'effacer 3,8 milliards d'euros de dettes du groupe sur un total de 9,5 milliards, en les convertissant en capital. Les investisseurs apporteront 1,55 milliard d'euros de fonds propres via des augmentations de capital. Ces levées de fonds seront souscrites par le groupement mené par la CDC à hauteur de 1,355 milliard d'euros, et garanties pour le solde à hauteur de 195 millions d'euros par cinq institutions coordonnant un groupe élargi de créanciers financiers non sécurisés ("SteerCo").

Ainsi, à l'issue de cette opération de restructuration, la CDC détiendrait environ 50,2% du capital de la société, les créanciers environ 49,4% tandis que les actionnaires existants, s'ils décident de ne pas participer aux augmentations de capital qui leur seront ouvertes, ne détiendraient qu'environ 0,4% du capital d'Orpea.

Concrètement, pour un actionnaire existant possédant 1% du capital avant l'opération, ce dernier ne détiendrait plus après

la restructuration qu'entre 0,004% des parts (sans exercice des droits préférentiels de souscription ou DPS) et 0,491% des parts (exercice intégral des DPS correspondant à "un investissement complémentaire en numéraire s'élevant à 61,24 euros par action détenue"). La chute du cours de Bourse de l'action de ce mercredi est donc bien moindre que la perte de valeur pour les actionnaires avec la dilution massive à venir.

Ces opérations devant permettre "de garantir l'équilibre financier futur" d'Orpea, avec une réduction de près de 60% de son endettement net et à terme "une réduction très significative de son ratio de levier, inférieur à 6,5x à horizon fin 2025".

Comme indiqué par le groupe dans ses précédentes communications, la mise en œuvre de la restructuration financière envisagée entraînera donc bien une dilution massive pour les actionnaires existants.

## AVEC UN COMBO MEDIATEK G99 ET 90HZ AMOLED Realme 10 lancé pour balayer la concurrence du segment

realme, la marque de smartphones à la croissance la plus rapide, a lancé realme 10 - le premier produit de sa série realme 10.

**L**e tout nouveau roi de la puissance du segment est équipé d'un MediaTek G99 et d'un écran AMOLED 90Hz, offrant une performance sans compromis pour sa gamme de prix qui balaie la concurrence du segment. realme 10 sera disponible aujourd'hui avec un prix de départ de 46 999 DA pour la version 8GO +128 GO et , 48 999 DA pour la version 8GO +256 GO

### Combinaison d'un MediaTek G99 et d'un écran AMOLED à90Hz

Alors que les principaux homologues du realme 10 dans cette gamme de prix utilisent soit un écran LCD, soit un chipset Snapdragon 680 de l'année dernière, le realme 10 est le seul produit dans cette gamme de prix à offrir une valeur sans compromis avec à la fois un écran AMOLED 90Hz et un MediaTek G99.

L'écran AMOLED 90 Hz offre une expérience visuelle élevée avec des couleurs vives et une réduction des bavures lorsque les utilisateurs font défiler leur écran. Le téléphone atteint également une luminosité de pointe de 1000nits pour une visibilité claire en plein jour. L'écran est également protégé par le verre Corning Gorilla Glass 5.

Grâce à un SoC solide et compétent, realme 10 offre des performances énergétiques globales améliorées de 40 % par rapport à realme 9, assurant des performances système fluides avec moins de décalage. Les performances du CPU ont été améliorées de 25 %, celles du GPU de 78 %, et la consommation d'énergie globale a été réduite de 20 % grâce aux technologies 6nm. Le score AnTuTu testé sous la variante 8+256 Go atteint 400 084 - le plus élevé parmi tous les smartphones équipés de G99 sur le marché.

Pour les utilisateurs qui luttent entre le budget et l'expérience de jeu, le realme 10 prend en charge le jeu PUBG à 40fps en mode équilibré. Il offre également une incroyable autonomie en veille pour le jeu PUBG avec

jusqu'à 9,41 heures, assurant ainsi de longues sessions de jeu fluides et sans lag

### Jusqu'à 16 Go de mémoire vive dynamique

Pour faire évoluer l'expérience d'un système fluide à un niveau supérieur, realme 10 offre jusqu'à 8+256 Go de RAM et de ROM de grande capacité qui peuvent fournir un énorme espace de stockage permettant de prendre jusqu'à 64 000+ photos. Les utilisateurs peuvent également l'étendre avec un espace de stockage externe allant jusqu'à 1 To. LPDDR4X et UFS 2.2 surpassent également leurs homologues dotés de la technologie eMMC avec un lancement plus rapide des applications, une vitesse de lecture et d'écriture des fichiers plus élevée et une fréquence d'images par seconde plus stable dans les jeux.

realme 10 offre également jusqu'à 8 Go de RAM virtuelle, étendant le stockage de la RAM à un maximum de 16 Go, permettant jusqu'à 18 applications en veille pour que les utilisateurs puissent naviguer en douceur entre leurs applications préférées.

Grâce à la puissance du chipset et du support de stockage, le realme 10 est le seul produit du segment à être certifié par le TÜV SÜD avec un indice de fluidité de 36 mois A - l'indice de fluidité le plus élevé de cette norme. Le realme 10 a été soumis à un processus de vieillissement rigoureux et à des tests répétés de lancement d'applications et de chargement de fichiers pour garantir un fonctionnement fluide.

### Une batterie de 5000mAh dans le corps le plus fin de Realme (7,95 mm)

Le Realme 10 offre une batterie massive de 5 000 mAh pour une utilisation suffisante pendant toute une journée et une charge rapide de 33 W pour passer rapidement de 0 à 50 % de la batterie en 28 minutes.

Plus important encore, le Realme 10 a intégré une telle batterie dans un boîtier mince de 7,95 mm - le Realme le plus mince jamais

proposé sur le marché mondial. De plus, le téléphone pèse à peine 178 g, ce qui garantit une prise en main confortable, même lors de longues sessions de jeu.

### La puissance rencontre le style : Le design des particules légères

Le style est toujours un élément essentiel des téléphones realme. Le realme 10 présente un design de particules légères, qui s'inspire des particules puissantes et fracassantes qui se déplacent à la vitesse de la lumière. En outre, le produit exploite 6 couches de revêtement exquis pour obtenir une finition brillante étonnante et une texture 3D avec moins d'empreintes digitales. Le produit offre également deux options de couleurs dynamiques - Clash White et Rush Black pour que les utilisateurs puissent s'adapter à leur style..

### Caméra AI couleur 50MP et caméra selfie 16MP

Le realme 10 propose un appareil photo solide offrant un paramètre de caméra primaire de 50MP et une caméra selfie de 16MP - l'une des plus hautes résolutions de son segment et emballant 50 millions de pixels dans un capteur Samsung JN1, la caméra primaire offrant une qualité d'imagerie étonnante. Il offre également un mode nuit amélioré avec la technologie ProLight, réduisant largement le bruit, et la vitesse d'obturation est améliorée de 121% également, grâce aux performances du processeur.

Outre une caméra selfie haute résolution et des photos de nuit améliorées, le Realme 10 propose également le mode Street Photography 2.0, qui comprend un filtre pop de style années 90 et une fonction de pic et de zoom permettant aux utilisateurs de contrôler manuellement les zones de mise au point et de zoomer et dézoomer librement.

### APPLE

## Pas de nouvel iPad mini avant fin 2023

La plus petite des tablettes d'Apple ne devrait pas être mise à jour avant encore au moins un an, et quand elle le sera, il y a très peu de chance, qu'elle adopte un design une fois encore totalement revu et pliant. C'est en tout cas ce que prédit l'analyste Ming-Chi Kuo, généralement avisé. Vous aimez l'iPad mini, son « nouveau » design, son écran agrandi malgré sa compacité qui le rend utilisable à une main, son côté liseuse polyvalente, ou encore console de jeux portable ? Eh bien, il va vous falloir attendre pour voir arriver sa prochaine itération.

Selon Ming-Chi Kuo, Apple ne devrait pas mettre à jour sa tablette petit format avant, au plus tôt, la fin de l'année 2023, et peut-être même seulement au cours de la première moitié de 2024.

Selon l'analyste de TF International Securities, il ne faudrait pas non plus compter sur une des grosses évolutions que les rumeurs prétaient à la tablette d'Apple. Ainsi, l'iPad mini n'adopterait pas un design pliant. Pas avant 2026, au mieux. « Je pense qu'il est peu probable qu'Apple remplacera l'iPad mini par un iPad pliant en 2025, ce qui pourrait être contraire de ce que certains médias ont rapporté précédemment. », annonce-t-il, avant de donner la raison qu'il envisage pour ce statu quo. « Simplement parce que l'iPad pliant sera vendu à un prix plus élevé que l'iPad mini, un tel remplacement ne serait pas raisonnable », explique-t-il.

### APRÈS LES SMARTPHONES

## Les montres connectées vont-elles se plier au chargeur universel ?

**L**es montres connectées pourraient devoir s'unifier autour d'un chargeur universel. Après l'Europe et les smartphones, l'Inde a annoncé son intention d'imposer un chargeur commun aux fabricants de wearables.

Dès 2024, tous les smartphones, tablettes et appareils photo numériques vendus dans l'Union européenne devront adopter le chargeur USB-C. Le Parlement européen a en effet décidé d'instaurer une nouvelle législation pour lutter contre les déchets électroniques. Dos au mur, Apple va devoir tirer un trait sur le port Lightning de ses iPhone. À partir des iPhone 15, dont la sortie est prévue à l'automne 2023, la marque californienne devrait passer à l'USB-C. Inspiré par l'exemple de l'Europe, l'Inde prévoit d'uniformiser le monde des chargeurs pour téléphones. Le Bureau of Indian Standards (BIS), une agence du ministère de la Consommation, souhaite en effet que les smartphones, les ordinateurs et les tablettes vendus en Inde soient tous équipés d'un port USB-C. Sans surprise, l'agence a choisi de forcer le passage à l'USB-C, qui est déjà la norme dominante, afin de « réduire les déchets électroniques ». L'Inde s'est rapprochée de grands noms

de l'industrie pour recueillir leur expertise.

« Au cours de la dernière réunion, un large consensus a émergé parmi les parties prenantes sur l'adoption de l'USB Type - C comme port de charge pour les smartphones, les tablettes, les ordinateurs portables », indique le secrétaire à la Consommation Rohit Kumar Singh au média indien PTI.

### L'Inde veut un chargeur unique pour les montres connectées

Contrairement à l'Union européenne, l'Inde ambitionne également d'imposer le chargeur universel aux montres et autres bracelets connectés. Le gouvernement indien a indiqué son intention de désigner « un chargeur commun » pour les wearables. Le ministère ne s'est pas encore arrêté sur la norme qui sera choisie pour faciliter la recharge de toutes les montres connectées.

Actuellement, la plupart des montres connectées sont équipées d'un chargeur propriétaire. Contrairement au marché de téléphonie, il n'y pas encore de standard dominant dans le secteur des montres et autres wearables. Par exemple, Apple, le leader du secteur, utilise un chargeur magnétique de son cru sur les Apple Watch. On

trouve une solution analogue, mais différente, sur les Galaxy Watch de Samsung. De son côté, la marque Fitbit table sur un autre chargeur propriétaire, en forme de pince avec un connecteur à broches. Finalement, on trouve davantage de chargeurs différents sur le marché des wearables que sur celui des téléphones.

Quid du reste du monde ?

De son côté, l'Europe a choisi de ne pas inclure les montres connectées dans sa législation. Sur son site web, la Commission européenne précise avoir mis de côté « les montres intelligentes et les moniteurs d'activité physique n'ont pas été pris en considération pour des raisons techniques liées à leur taille, leurs conditions d'utilisation, etc ».

Par contre, des appareils comme les casques d'écoute, les écouteurs intra-auriculaires, les haut-parleurs portatifs, les souris et claviers sans fil et les systèmes de navigation portables, devront se plier à la loi. De facto, les AirPods et les accessoires destinés aux Mac, comme les souris et claviers, seront également obligés de passer du Lightning à l'USB-C.

# MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3			■							
4				■				■		
5					■					
6						■				
7				■						
8					■					
9			■							
10									■	

## Grille 1

### Horizontalement

1 Indulgence.2 Eparpillâmes.3 Conjonction.- Restes.4 Soustrait.- Que d'eau!- Se retrouva un jour à 4 pattes.5 Ou la fiancée de marbre.- Fils de Jacob.6 Retirasse.- Beau parleur.7 Petite symphonie de Friedrich Witt, longtemps attribuée à Beethoven.- Devançâs.8 A la fin.- Poèmes.9 En Chaldée.- Peuple de l'antiquité (au singulier).10 Plus d'un a connu Jésus.

### Verticalement

1 Epoque secondaire.2 Baguettes de chimiste.3 Jeune volonté.- Provient.4 Titre d'anoblissement.- Prière.5 Certains docteurs.- Agent secret.6 Personnel.- Préposition.- Différent de l'un au vu le nombre de ses doigts.7 Cachera.- Ile ou fleuve.8 Coule en Suède.- Poète français.9 Braverait.10 Séparasses le sucre des mélasses.

## Grille 2

### Horizontalement

1 Soldat ottoman.2 Eperdues par un sentiment puissant.3 Revenant.4 Existant.- Parfois bécot.5 Trop tendre.- Houspilles.6 Compagnes du temps jadis.- Ancienne monnaie.7 Carte.- Cher!8 Flanquerait.9 Protection.- Possède.- Soleil.10 Fautes contre la syntaxe.

### Verticalement

1 Plaintes.2 Néthou.- Explora le Mississipi.3 De quoi faire la bombe.- Zéro!4 Souverain musulman.- Samos ou Ephèse...5 Pré&nom masculin.6 Palindrome.- Fatiguerai.7 Langue sémitique.- Rayons.8 Se jette dans l'Océan Arctique.9 Filets.- Choqué.10 Préposition.- Beaucoup de qualificatifs, suivant leur état.- Champion.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3									■	
4						■				
5				■				■		
6	■						■			
7			■							
8										■
9					■			■		
10										

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

## Grille Muette

### Horizontalement

1 Souterrains.2 Décision.3 Conviendra.- Traverse Pise.4 Musique moderne.5 Relatif.- Coutumes.6 Vraiment charmées.7 Religieux.- Ville des Hautes-Alpes.8 Posséda.- Etude sur plusieurs heures.9 Monuments funéraires.10 Capitale asiatique.- Note.

### Verticalement

1 Expression de pneu.2 Souvent qualifié de pauvre.- Liée.3 Héritier présomptif.4 Interjection.- Indéfini.- Ile.5 Qualifie le Peuple du caoutchouc.- Conjonction.6 Grecque.- Parcourut des yeux.- En Belgique.7 Botte célèbre.- On aime qu'il soit bon.8 Irlande.- Ni plus ni moins.9 Négation.- Utilisateur.10 Suivent une certaine mode.- Evalue.

## FPT INDUSTRIAL

## 150 000 MOTEURS FABRIQUÉS À CÓRDOBA

*FPT Industrial a franchi une nouvelle étape avec la production de 150 000 moteurs dans son usine de Córdoba, en Argentine.*

Les lignes de production de l'usine produisent des moteurs des séries 9, 10, 13 et de la gamme NEF pour le transport et l'agriculture, tant pour le marché national que pour l'exportation vers des pays de toute l'Amérique du Sud. Depuis son ouverture en 2012, l'usine se distingue par le niveau de formation et d'engagement de son équipe. Le facteur humain, aux côtés des centres d'usinage et de l'expérience de ses fournisseurs, porte FPT Industrial parmi l'une des références de l'industrie latino-américaine. En 2018, la marque a fabriqué 17 000 moteurs et a pu perfectionner les domaines tels que l'entretien autonome, l'organisation du travail et les processus de production. La même année, l'usine a atteint le niveau Bronze du World Class Manufacturing, qui intègre la gestion des processus de fabrication. Désormais, l'usine argentine est le point de référence d'Iveco Group pour DOT (Driving Operations Together), le nouveau programme axé sur les résultats qui optimisera les opérations de l'entreprise dans le monde entier et favorisera la durabilité des processus. Exclusif à Iveco Group, DOT est conçu sur la

force et le succès du précédent programme d'amélioration continue de la production (adopté en 2008), en étendant son champ d'application à toutes les opérations, et en enrichissant l'écosystème d'une nouvelle orientation managériale pour encourager un état d'esprit plus proactif et une responsabilisation dans toute l'entreprise. En 2019, le chiffre cumulé de 100 000 moteurs produits dans le pays a été atteint, et en 2021, ce chiffre a été dépassé pour les moteurs exportés, avec deux gammes de produits : le NEF et le Cursor, tous deux disponibles dans différentes versions. Aujourd'hui, l'entreprise et ses employés célèbrent le cap des 150 000 moteurs fabriqués dans l'usine. Ils sont utilisés sur les camions IVECO, leader sur le marché argentin, ainsi que sur les machines New Holland Agriculture, New Holland Construction, Case IH et CASE Construction Equipment, outre les applications dans d'autres segments comme le secteur de la production d'énergie et le marché maritime en Amérique latine. « Nous sommes très fiers de cette grande réussite pour notre usine, qui témoigne de l'excellence et de la qualité des moteurs,

mais aussi du travail d'équipe et des compétences de nos employés, qui s'efforcent quotidiennement d'atteindre et de dépasser les attentes de nos clients. Sans le travail conjoint de toutes les parties qui composent FPT Industrial, cela serait impossible, » a commenté Sylvain Blaise, Président Powertrain. « Le marché argentin est essentiel pour la marque, et la preuve s'inscrit non seulement dans les investissements réalisés, mais aussi dans la recherche et le développement constants pour garantir des processus de production de la plus haute qualité. Franchir le cap des 150 000 moteurs fabriqués en Argentine est un succès pour nous tous, » a déclaré Marco Rangel, Vice-président FPT Industrial en Amérique Latine. En Argentine, la marque dispose d'un réseau de concessionnaires composé d'Eurotorque et Propeller dans la province de Buenos Aires ; de Grumaq à Córdoba et de Mayssa à Salta. Ces groupes vendent les produits FPT Industrial pour les applications routières, tout-terrain, marines et de production d'énergie, et assurent également le service après-vente dans tout le pays.

## FORD MUSTANG MACH-E GT

## Performance envers et contre tous

GT. Deux lettres qui revêtent un sens profond pour tout amateur de Ford Mustang. Le Mustang GT a toujours été, pour l'essentiel, la première marche à franchir pour accéder aux vénérés huit-cylindres qui ont jalonné son parcours captivant. Avec l'arrivée du modèle Mach-E GT Performance, ce repère inaltérable de la culture automobile américaine se voit entièrement transformé. Le V8 cède sa place à deux moteurs électriques, pour s'adapter à son temps. Effort louable ou exercice de marketing stérile ? Comme son nom l'indique sans détour, le Mach-E GT Performance est la livrée la plus sportive du portfolio du multisegment électrique. Pour marquer le coup, la partie avant se voit pourvue d'une calandre hexagonale foncée dont le motif rappelle la fibre de carbone. Elle est pleine pour l'écoulement d'air. Le bouclier, plus bas, se voit aussi redessiné en intégrant des fentes et un becquet avant, aussi dans un dessein d'aérodynamisme. Le flanc présente toujours cette ligne de toit trompe-l'œil qui emploie un noir lustré pour donner l'im-

pression d'un trait arrière plus descendant. La modification la plus remarquable demeure toutefois les jantes aux multiples rayons fins et anguleux qui se superposent dans une étonnante harmonie. Les étriers avant exposent bien en vue le logo Brembo imprimé sur leur rouge vif. L'arrière, pour sa part, se démarque de la version de série par la présence des lettres GT au centre du hayon.

## L'habitacle du Ford Mustang Mach-E GT édition Performance

À bord, on perçoit un désir des designers de démarquer cette variante autant sur le plan visuel qu'ergonomique. L'élément prééminent de cette démarche est sans conteste les sièges. De prime abord bizarrement sculptés avec des sortes d'ailettes incurvées placées sur le haut du dossier, ils sont extrêmement confortables et vous enveloppent soigneusement. Certes, au prix demandé, on aurait aimé plus de réglages ainsi que leur ventilation, mais le tissu qui drapait l'assise et le dossier respirent plutôt bien. Du

reste, outre des détails de finition, c'est du pareil au même par rapport à un Mach-E de série bien garni. L'assemblage est soigné et la présentation est moderne avec l'usage de diverses matières, sans trop forcer la note. Les rangements sont bien intégrés et le fait de bénéficier d'un second coffre plutôt volumineux à l'avant augmente l'aspect pratique du véhicule. L'espace de chargement arrière est amplement suffisant seul, mais sa hauteur est limitée.



## VOLKSWAGEN

## La firme freine ses ambitions dans la course aux logiciels automobiles

Depuis son arrivée en septembre à la tête de l'empire Volkswagen, le patron Oliver Blume imprime sa marque et semble moins pressé que son prédécesseur de rivaliser avec l'américain Tesla dans la course au logiciel intégré, graal des voitures du futur. Cette semaine, Oliver Blume a reconnu au détour d'une table ronde avec des journalistes que Volkswagen allait devoir recentrer les différentes générations de logiciels sur « ce qui a déjà été fait », semblant confirmer à demi-mot le report d'une nouvelle plateforme logicielle centralisée promise pour 2026. Ce report est évoqué dans la presse spécialisée depuis plusieurs semaines. Le patron du premier constructeur européen pourrait en dire davantage sur sa stratégie lors de réunions prévues jeudi et vendredi au sein du groupe. Plus tôt dans le mois, Volkswagen a laissé planer le doute sur son projet de construire une toute nouvelle usine dédiée aux véhicules électriques dans le berceau industriel du groupe à Wolfsburg, préférant dans un premier temps moderniser le site existant.

## Trop seul, trop vite

« Depuis l'arrivée de Blume, les mythes du mandat de son prédécesseur Herbert Diess se dissipent », affirme le quotidien des affaires Handelsblatt. Sous la direction d'Herbert Diess, Volkswagen fut le premier constructeur traditionnel à vouloir imiter les choix innovants de Tesla qui mise sur une architecture électronique centralisée pour ses véhicules, au lieu d'une multitude de logiciels – pour l'allumage des phares, la connexion au nuage, la climatisation, le GPS, etc. – ne communiquant pas entre eux. Mais les dysfonctionnements dans les premiers logiciels à bord des Golf, des modèles électriques ID 3 et 4, ayant conduit à des rappels de voitures, ont été une des raisons du limogeage du patron autrichien cet été. La reprise en main d'Oliver Blume marque un « véritable changement de stratégie », assure à l'AFP l'analyste automobile Jürgen Pieper. Il pointe l'« erreur » du groupe d'avoir pensé pouvoir mettre au point, seul et aussi rapidement, un système aussi complexe, « alors que les constructeurs automobiles ne sont pas des développeurs informatiques », explique-t-il.

## Quelque 37.000 touristes ont visité Béchar

Quelque 37.000 touristes nationaux et étrangers ont visité la Saoura, notamment la région de Taghit, (97 km au sud de Béchar), et ce, depuis le début de la saison du tourisme saharien (2022-2023), a indiqué la Direction locale du Tourisme et de l'artisanat (DTA).

"La région de la Saoura qui recèle plusieurs potentialités naturelles, touristiques et historiques a ainsi enregistré cet afflux de touristes nationaux et étrangers, notamment durant les vacances scolaires d'hiver et les fêtes de fin d'année", a expliqué à l'APS, le chef de service du tourisme à la DTA, Abdelhamid Zahi.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Judi 02 Février 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

APN

## Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra jeudi une séance plénière consacrée aux questions orales concernant plusieurs secteurs, a indiqué hier un communiqué de l'institution parlementaire.

Les questions orales (35) concernent les secteurs de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, de l'Education nationale, de la Culture et des Arts, de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, des Transports et de l'Industrie pharmaceutique, a précisé le communiqué.

MIX ÉNERGÉTIQUE

## Le détail des 3 scénarios possibles d'ici 2050

Dans son rapport « Energy Outlook 2023 », la major British Petroleum présente trois scénarios possibles d'évolution du mix énergétique mondial d'ici 2050. Les combustibles fossiles comme le pétrole, le gaz et le charbon devraient représenter au moins 18,4% de la consommation mondiale d'énergie primaire en 2050, selon le rapport publié le 30 janvier par le géant pétrolier britannique.

Comme dans la précédente édition de son Energy Outlook, BP présente trois scénarios pour explorer l'éventail des évolutions possibles du système énergétique mondial au cours des trente prochaines années : un scénario tendanciel dit « New Momentum » dans la lignée de l'évolution actuelle du système énergétique mondial, un scénario baptisé « Accelerated » qui repose sur l'hypothèse d'un effort additionnel des différents pays du monde pour réduire les émissions de gaz à effets de serre et un scénario « Net Zero » qui se base sur des engagements très actifs pour la décarbonation de l'économie mondiale.

Dans le scénario New Momentum, les émissions mondiales de gaz à effet de serre atteindraient un pic au cours des années 2020 et seraient, en 2050, inférieures d'environ 30% à leur niveau de 2019.

Les deux autres scénarios (Accelerated et Net Zero) devraient permettre de réduire les émissions de gaz à effet respectivement de 75% et 95% d'ici la moitié du 21<sup>e</sup> siècle.

Ils sont, à ce titre, compatibles avec l'objectif de limiter la hausse du réchauffement de la planète entre 1,5°C et 2°C d'ici à 2100 par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle. Le rapport précise que ces trois scénarios ont été actualisés pour prendre en compte deux développements majeurs survenus en 2022, en l'occurrence la guerre en Ukraine et la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act – IRA)

Dans le scénario New Momentum, BP estime que les énergies fossiles seront encore majoritaires dans le mix énergétique mondial en 2050. Ces combustibles devaient représenter à cet horizon 54,8% de la consommation d'énergie primaire à l'échelle planétaire contre 34,9% pour les énergies renouvelables hors hydroélectricité, 6,5% pour l'hydroélectricité et 3,8% pour le nucléaire.

Dans le scénario Accelerated, la part des combustibles fossiles dans la consommation mondiale d'énergie primaire en 2050 se situerait à 28,3% contre 56,6% pour les énergies renouvelables hors hydroélectricité, 9,2% pour l'hydroélectricité et 6% pour le nucléaire.

Dans le scénario Net Zero, la part des énergies fossiles tomberait à 18,4% d'ici la moitié du 21<sup>e</sup> siècle contre 63,9% pour les énergies renouvelables hors hydroélectricité, 10,3% pour l'hydroélectricité et 7,4% pour le nucléaire.

Par Ecofin

La Chronique  
d'Anouar  
El Andaloussi

## Les dix Méga-Crises qui menacent l'économie mondiale selon l'économiste N. Roubini

2ème Partie

*Le célèbre économiste Nouriel Roubini, qui fut le seul à clamer, contre l'opinion générale du monde de la finance, l'imminence de la crise des subprimes de 2008, soutient dans son dernier livre (Méga menaces : dix dangers qui mettent en péril notre avenir, et comment leur survivre. 2023), que nous nous dirigeons vers la pire catastrophe économique depuis la Seconde Guerre Mondiale, à moins dit-il que nous n'anticipions et n'agissions pour nous défendre contre ces dix menaces à court et moyen terme.*

L'autre Méga-Menace est celle liée à la monnaie et aux marchés financiers. Au lieu de ralentir leurs expériences et d'appliquer la prudence qui serait de règle, les banques centrales ont accéléré le mission creep au cours des dernières années. « Quel est exactement le rôle de la Fed et des autres banques centrales ? Autrefois, elles ne se souciaient que de la stabilité des prix. Puis elles ont jeté leur dévolu sur la croissance et le chômage. Après la crise financière mondiale, elles ont commencé à s'occuper aussi de la stabilité financière. Elles ont maintenant adopté le « ciblage de l'inflation moyenne », en utilisant les outils à leur disposition pour tenter d'atteindre un taux moyen de 2% à terme, ce qui permettrait de dépasser temporairement l'objectif. Les buts visés sont-ils tous compatibles ? Et qu'y a-t-il d'autre au programme ? Les discours récents des banquiers centraux mentionnent régulièrement le changement climatique et l'inégalité des revenus et des richesses. Aucune personne sensée ne conteste

que ces menaces puissent chahuter l'économie mondiale, mais demander aux banques centrales de mener des batailles politiquement explosives ouvre une boîte de Pandore et leur fait perdre de vue les priorités vitales qu'elles sont en fait équipées pour gérer. » Désormais, les principales devises comme le dollar sont également militarisées et utilisées pour atteindre des objectifs de politique étrangère et de sécurité nationale, tels le gel des réserves de change de la Russie et d'autres sanctions financières en 2022. Des sanctions financières similaires ont été imposées dans le passé à l'Iran et à la Corée du Nord ; elles peuvent être imposées à la Chine si la rivalité entre ce pays et les États-Unis s'intensifie de manière significative. Roubini considère que la « militarisation » du dollar en l'utilisant comme instrument dans la guerre entre Etats est réellement un vrai risque pour l'économie mondiale. Les monnaies, comme les Banques centrales ne sont plus dans leurs rôles économiques et financiers, elles deviennent des acteurs ou des instruments dans les conflits. Le gel des avoirs russes dans les banques occidentales et l'interdiction du système Swift en sont les illustrations de cette dérive. Le dollar a été toujours la monnaie fiduciaire des échanges mondiaux ; la plupart des pays ont confiance dans ce monnaie et ils en ont fait une monnaie de réserve. Qu'advient-il si cette confiance est perdue ? Le système financier mondial s'effondre. La dé-mondialisation s'annonce, et avec elle le dé-tricotage de tous les avantages et de toutes

les règles du commerce international et de la délocalisation de la production au profit des pays les moins avancés. La dé-mondialisation se fera par le protectionnisme, le nationalisme économique, les obstacles à l'immigration et surtout son expression politique, le Populisme. C'est pourquoi elle représente une Méga-Menace. L'auteur déclare : « J'ai soutenu que, dans l'ensemble, le progrès technologique ne détruit pas des emplois. Mais que se passe-t-il lorsque cette technologie est réellement intelligente ? Lorsque la science-fiction et la réalité fusionneront dans le domaine de l'intelligence artificielle, de l'apprentissage automatique, de la robotique et de l'automatisation, préparez-vous à un avatar cruel des espoirs et des rêves nourris par les inventeurs depuis les premiers « assistants mécaniques ». Peu importe le travail que vous faites, l'intelligence artificielle pourrait finalement le faire mieux. Les luddites modernes, pour la première fois depuis les luddites originaux, auront-ils enfin raison ? Il est très possible qu'une minuscule élite gagne tandis que tout le monde perdrait son emploi, ses revenus et sa dignité. » Une vraie Méga-Menace qui nous guette.

La nouvelle guerre froide qui risque de devenir chaude et les dérèglements climatiques, qui ont déjà chauffé la planète, complètent ce sombre tableau. Quid des anticipations à mettre en place pour éviter le chaos ? Nous reviendrons sur les préconisations de l'auteur dans le prochain éditio.

Fin 2ème Partie